

Infrastructure Canada

Rapport ministériel sur le rendement (RMR)

2012–2013

L'honorable Denis Lebel, C.P., député

Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et
ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Canada

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande.

Communiquer avec la :

Direction des communications
Infrastructure Canada
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6

Ligne d'information nationale sur l'infrastructure : 613-948-1148

Ligne sans frais : 1-877-250-7154

Courriel : info@infcc.gc.ca

Cette publication est offerte par voie électronique
(<http://infrastructure.gc.ca/pub/index-fra.html>).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Also available in English under the title Infrastructure Canada -
Departmental Performance Report, 2012-2013.

Table des matières

MESSAGE DU MINISTRE	5
SECTION I : APERÇU DU MINISTÈRE	7
1.1 Raison d'être	7
1.2 Responsabilités	7
1.3 Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes (AAP)	12
1.4 Priorités organisationnelles	13
1.5 Analyse des risques	16
1.6 Résumé du rendement	20
1.6.1 Ressources humaines et financières	21
1.6.2 Programmes par résultat stratégique et dépenses réelles	21
1.7 Profil des dépenses	25
1.7.1 Profil des dépenses	25
1.7.2 Écarts quant aux tendances en matière de dépenses liées aux programmes	26
1.8 Budget des dépenses par crédit voté	26
1.9 Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable	26
SECTION II : ANALYSE DES PROGRAMMES PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE	29
2.1 Résultats stratégiques	29
2.1.1 Résultat stratégique 1	30
2.1.2 Résultat stratégique 2	31
2.2 Programmes faisant partie du résultat stratégique 1	32
2.2.1 Programme : Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires	32
2.2.2 Programme : Fonds de la taxe sur l'essence	34
2.3 Programmes faisant partie du résultat stratégique 2	37
2.3.1 Programme : Volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada	37
2.3.2 Programme : Volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada	39
2.3.3 Programme : Fonds pour l'infrastructure verte	41
2.3.4 Programme : Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	43
2.3.5 Programme : Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	45
2.3.6 Programme : Fonds sur l'infrastructure frontalière	47
2.3.7 Programme : Analyse économique et recherche	48
2.4 Programme : Services internes	50

SECTION III : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	55
3.1 Points saillants financiers	55
3.2 États financiers	55
3.3 Tableaux de renseignements supplémentaires	56
3.4 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations	56
SECTION IV : AUTRES SUJETS D'INTÉRÊT	57
4.1 Coordonnées du Ministère	57

Message du ministre

À titre de ministre canadien de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales, je suis heureux de présenter le Rapport ministériel sur le rendement de 2012-2013 d'Infrastructure Canada. Ce rapport décrit les réalisations du Ministère au cours de la dernière année, tandis qu'il mettait en œuvre les engagements pris par le gouvernement du Canada à l'appui des infrastructures publiques.

Les Canadiens continuent de bénéficier des investissements dans les infrastructures publiques qui créent des emplois et favorisent l'essor de l'économie. Il ne fait aucun doute que ces avantages sont très étendus et touchent chaque collectivité – depuis 2009, dans le cadre du Plan d'action économique et du plan Chantiers Canada, le Ministère a investi dans environ 6 400 projets d'infrastructure à l'échelle du pays.

Au cours de la dernière année, Infrastructure Canada a continué à travailler avec ses partenaires afin d'assurer la saine gestion de milliers de projets en cours dans le cadre des programmes existants. En tout, Infrastructure Canada a fourni plus de 3,7 milliards de dollars en fonds essentiels à la mise en œuvre de projets à l'échelle du pays. Au cours des quatre dernières années, les programmes de financement d'Infrastructure Canada ont également permis d'obtenir d'importantes contributions des provinces, des territoires, des municipalités et d'autres intervenants, ce qui a généré des engagements cumulatifs de plus de 30 milliards de dollars.

Parallèlement, nous avons consulté nos partenaires provinciaux et territoriaux et d'autres intervenants afin de définir les grandes orientations d'un nouveau plan d'infrastructures publiques à long terme. On a notamment organisé des tables rondes ministérielles dans tout le pays, ainsi que des réunions bilatérales avec les provinces et les territoires, et des commentaires écrits nous ont été transmis par divers intervenants du domaine des infrastructures.

Le gouvernement du Canada a écouté les intervenants. Le Nouveau plan Chantiers Canada et les autres investissements fédéraux dans les infrastructures représenteront un investissement fédéral de 70 milliards de dollars sur 10 ans pour les infrastructures. Il s'agit du plus important investissement fédéral dans les infrastructures créatrices d'emplois de l'histoire du Canada. Le Nouveau plan Chantiers Canada fournira aux provinces, aux territoires et aux municipalités des fonds prévisibles à long terme répondant aux priorités en matière d'infrastructures qui favoriseront la productivité, la croissance économique et l'édification de collectivités plus fortes.



Le gouvernement du Canada travaillera avec ses partenaires afin de mettre en œuvre ce nouveau plan. L'emploi et la croissance économique demeurent nos priorités absolues, et les investissements que nous faisons aujourd'hui dans les infrastructures publiques vont générer une prospérité à long terme.

L'honorable Denis Lebel, C.P., député

Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Section I : Aperçu du Ministère

1.1 Raison d'être

Des infrastructures publiques solides, modernes et de calibre mondial sont un facteur clé de l'atteinte des priorités du gouvernement du Canada qui sont de renforcer l'économie, d'assainir l'environnement et d'édifier des collectivités plus prospères et plus sécuritaires. Infrastructure Canada dirige les efforts que déploie le gouvernement fédéral pour relever les défis liés aux infrastructures publiques du Canada.

1.2 Responsabilités

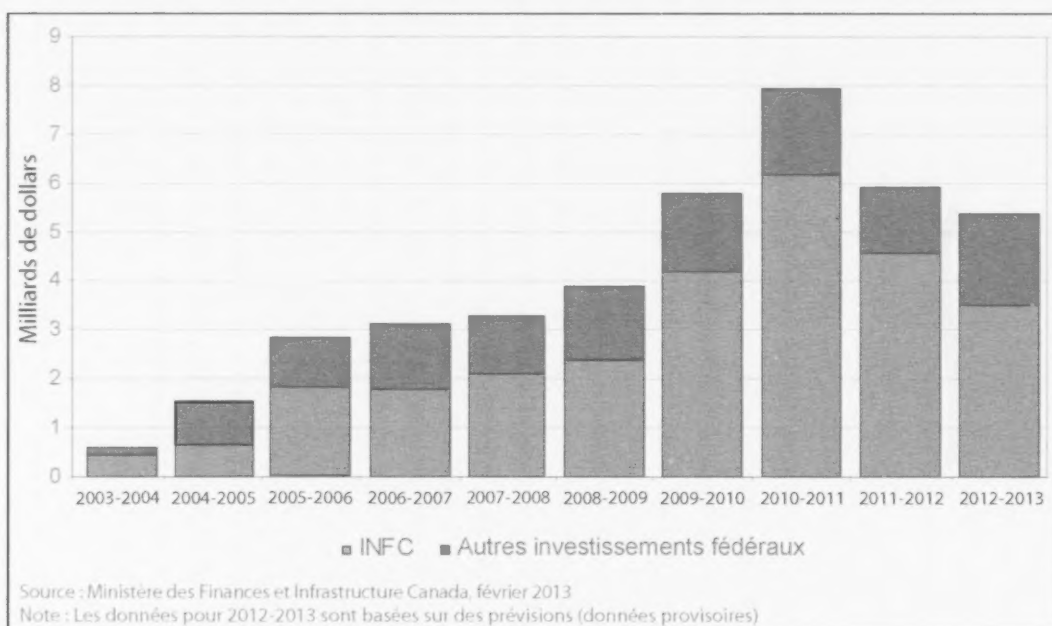
I. Aperçu

Infrastructure Canada est le principal ministère chargé de diriger les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour améliorer les infrastructures publiques. Il intervient principalement à trois niveaux : investissements dans les actifs provinciaux, territoriaux et les municipaux; établissement de partenariats clés avec les provinces, les territoires, les municipalités et le secteur privé; élaboration et mise en œuvre de politiques éclairées. Le Ministère, qui a été créé en 2002, veille à ce que les Canadiens bénéficient d'infrastructures publiques de calibre mondial d'un océan à l'autre.

Les sommes qu'a investies le gouvernement canadien dans les infrastructures au cours des dix dernières années ont permis d'obtenir des fonds des provinces, des territoires et des municipalités, ce qui a fait augmenter considérablement les dépenses affectées aux infrastructures publiques de base appartenant aux municipalités, ainsi qu'aux actifs provinciaux et territoriaux. Des progrès notables ont été réalisés. L'âge moyen des infrastructures publiques de base est en train de diminuer, alors que la tendance était à la hausse depuis des années. Depuis le niveau record de 16,9 ans atteint entre 2000 et 2003, l'âge moyen des infrastructures publiques de base est passé à 14,7 ans en 2011, et on prévoit qu'il s'établira à 14,3 ans pour 2012.

Comme l'indique la figure 1, le soutien fédéral accordé aux infrastructures publiques a fortement augmenté ces dix dernières années. Infrastructure Canada est le principal bailleur de fonds fédéral.

Figure 1 : Soutien fédéral pour les infrastructures provinciales, territoriales et municipales



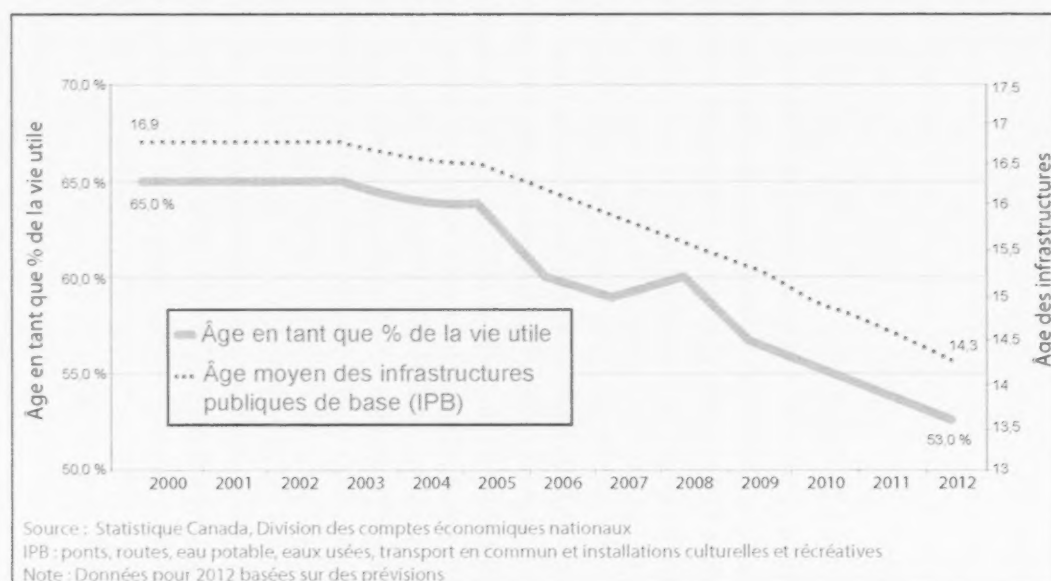
Importance des investissements dans les infrastructures

Au cours des dix dernières années, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales, avec le soutien financier du gouvernement du Canada, ont fait un grand pas en avant pour répondre aux besoins en investissement et bâtir un Canada plus prospère. Cependant, le montant élevé des récents investissements ne signifie pas que le travail des trois ordres de gouvernement est terminé. Partout au pays, ils doivent tous investir encore afin de préserver la qualité des infrastructures publiques, de sorte que le Canada puisse demeurer concurrentiel sur le marché mondial.

Les récents investissements ont contribué au renouvellement et à l'amélioration de ce que Statistique Canada qualifie d'infrastructures publiques de base (IPB).¹ Comme on le voit dans le graphique ci-dessous, la majeure partie des IPB du Canada ont dépassé le milieu de leur durée de vie utile prévue. Selon les données recueillies, l'âge moyen en pourcentage de la durée de vie utile des IPB du Canada a atteint un sommet entre 2000 et 2003 (65 pour cent). Entre 2003 et 2012, ce chiffre est passé à 53 pour cent, affichant une baisse de plus de 7 pour cent entre 2008 et 2012. Les données recueillies révèlent qu'au cours des douze dernières années, on a fait des progrès considérables en réduisant l'âge moyen des infrastructures en pourcentage de leur durée de vie utile.

¹ Selon Statistique Canada, les « infrastructures publiques de base » comprennent les catégories suivantes : ponts, routes, eau potable, eaux usées, transport en commun, et installations culturelles et récréatives.

Figure 2 : Âge des infrastructures publiques de base (IPB) en pourcentage de leur durée de vie utile



En 2007, le gouvernement du Canada a lancé le plan Chantiers Canada d'une valeur de 33 milliards de dollars; c'était le tout premier plan fédéral à long terme pour les infrastructures. Grâce au plan Chantiers Canada de 2007, le gouvernement fédéral appuie des milliers de projets qui ont permis aux Canadiens et aux collectivités de disposer de meilleures infrastructures publiques, et qui ont renforcé l'économie nationale.

Dans le Plan d'action économique de 2013, le gouvernement a indiqué qu'il élaborerait un Nouveau plan Chantiers Canada afin de construire des routes, des ponts, des métros, des réseaux de trains de banlieue et d'autres infrastructures publiques en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités. Le Nouveau plan Chantiers Canada prévoit environ 53 milliards de dollars en financement², dont 47 milliards seront des nouveaux fonds répartis entre trois fonds clés :

- Fonds d'amélioration des collectivités : 32,2 milliards de dollars sur dix ans;
- Nouveau Fonds Chantiers Canada : 14 milliards de dollars sur dix ans;
- Renouvellement du Fonds PPP Canada : 1,25 milliard de dollars sur cinq ans.

À compter de 2014-2015, le gouvernement engagera de nouveaux fonds sur une période de dix ans pour les infrastructures provinciales, territoriales et municipales. Pour Infrastructure Canada, dans le cadre du Fonds d'amélioration des collectivités, cela inclut l'indexation du Fonds de la taxe sur l'essence (allocation de 2 milliards de dollars par année, soit 21,8 milliards sur dix ans), qui garantira une source permanente de financement à long terme aux municipalités pour leurs besoins en infrastructure.

² Le Nouveau plan Chantiers Canada prévoit un financement d'environ 53 milliards de dollars, dont 6 milliards de dollars proviendront de fonds existants (p. ex., le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada) et 47 milliards de dollars en nouveaux fonds.

Dans le Budget 2013, le gouvernement a indiqué qu'il créerait un nouveau Fonds Chantiers Canada de 14 milliards de dollars, destiné à appuyer de grands projets économiques importants à l'échelle nationale, régionale et locale. Le nouveau Fonds Chantiers Canada comprendra deux volets : un volet Infrastructures nationales de 4 milliards de dollars et un volet Infrastructures provinciales territoriales de 10 milliards de dollars, qui appuieront des projets importants à l'échelle nationale, régionale et locale dans les collectivités de tout le pays.

Pleins feux sur un projet : Traitement des eaux usées à Nipigon

Emplacement du projet : Nipigon, Ontario



Protéger le plus grand lac d'eau douce au Canada

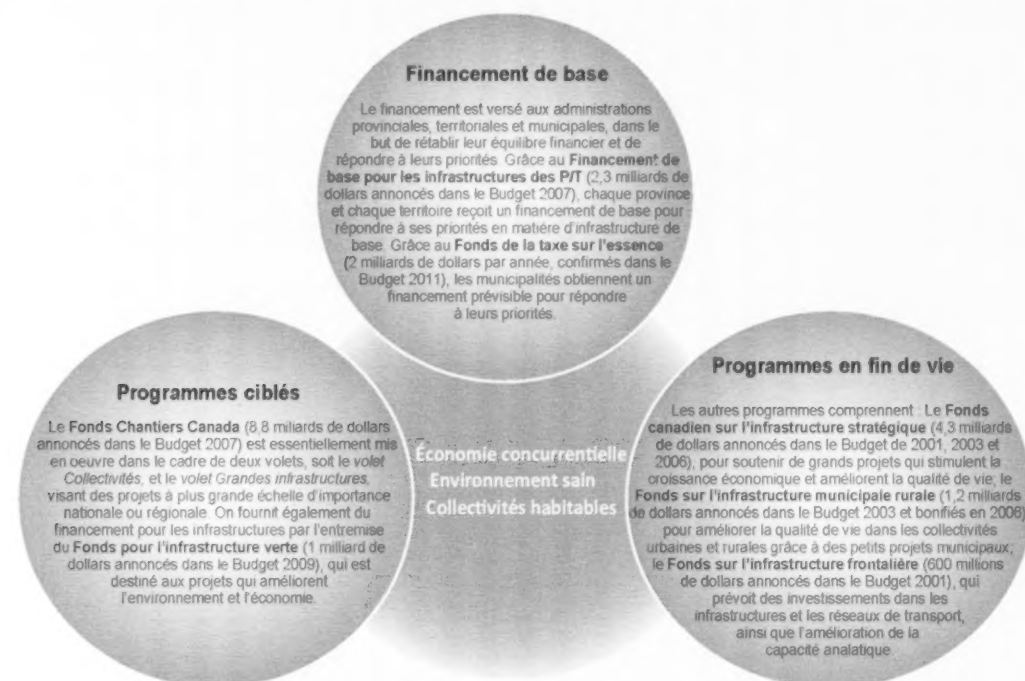
Le bassin des Grands Lacs génère la majeure partie de l'électricité de l'Ontario, ainsi que de l'eau utilisée à des fins domestiques et par le secteur manufacturier. Le gouvernement du Canada, qui s'est engagé à préserver ces ressources naturelles vitales, investit dans divers projets d'amélioration du traitement des eaux usées à l'échelle de la région. À Nipigon, les fonds ont été utilisés pour agrandir et moderniser l'usine de traitement des eaux usées de la collectivité, afin de répondre aux préoccupations concernant la qualité de l'eau. La nouvelle installation utilise maintenant un procédé de traitement secondaire qui réduit encore plus la quantité de bactéries contenues dans les eaux usées traitées qui sont déversées dans l'environnement.

Contribution fédérale :

3 450 000 \$ provenant du volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada.

Programmes

Les programmes de financement actuels d'Infrastructure Canada soutiennent les besoins régionaux et locaux en matière d'infrastructure, tout en concrétisant les priorités nationales. Cela contribue à renforcer l'économie du Canada, à améliorer la fluidité du transport des personnes et des biens, et à assainir l'eau que boivent les Canadiens et l'air qu'ils respirent. Le financement consenti par le Ministère est versé au moyen des trois mécanismes suivants :³



Plan Chantiers Canada : 2007-2014 (33 milliards de dollars) original	
Financement de base	Financement de base pour les municipalités (17,6 milliards de dollars)
	*Fonds de la taxe sur l'essence 11,8 milliards de dollars *Remboursement de la TPS 5,8 milliards de dollars
Financement ciblé	Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires (2,3 milliards de dollars)
	Fonds Chantiers Canada 8,8 milliards de dollars
	Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers (2,1 milliards de dollars) <i>Transports Canada</i>
	Porte d'entrée de l'Asie-Pacifique (1 milliard de dollars) <i>Transports Canada</i>
	Fonds pour les partenariats public-privé (PPP) (1,25 milliard de dollars) <i>PPP Canada</i>

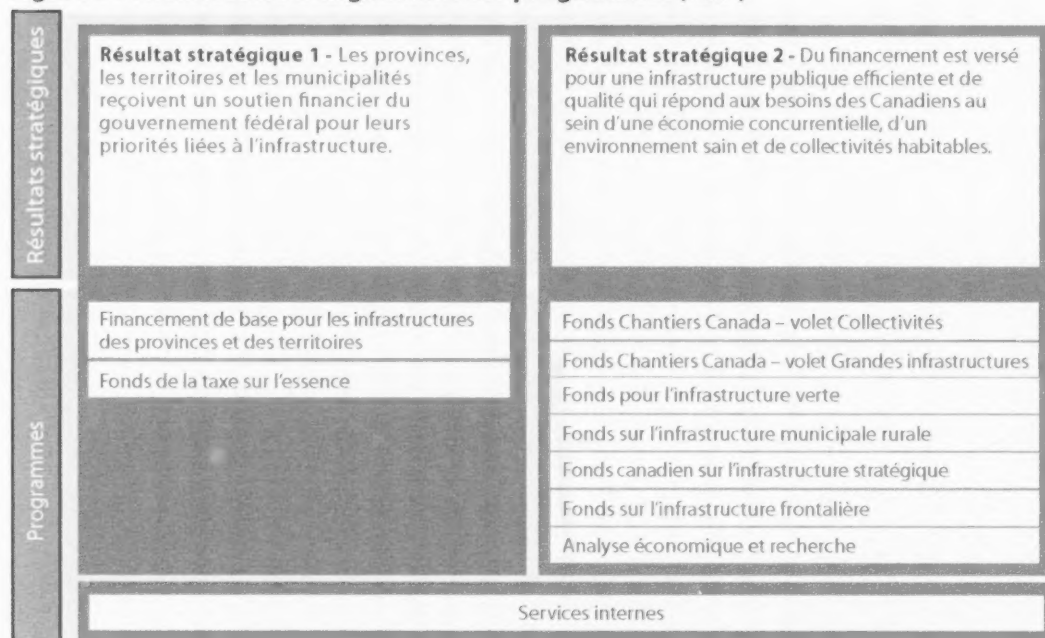
³ Les allocations pour les programmes de paiements de transfert présentées sur cette page sont des allocations originales et ne reflètent pas les transferts à l'extérieur.

1.3 Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes (AAP)

En 2012-2013, l'Architecture d'alignement des programmes (AAP) d'Infrastructure Canada comprenait deux résultats stratégiques et neuf programmes actifs, de même que les Services internes, présentés à la figure 3 et décrits en détail à la section II du présent rapport.⁴

Le résultat stratégique 1 prévoit des transferts fédéraux aux gouvernements provinciaux/territoriaux et aux administrations municipales pour leurs priorités en matière d'infrastructure, afin de les aider à maintenir des infrastructures publiques de base de qualité supérieure dans tout le pays. L'objectif stratégique 2 prévoit des investissements à coûts partagés dans les infrastructures, destinés à répondre aux priorités fédérales, provinciales et territoriales dans des collectivités de toutes tailles, ainsi que d'importants investissements stratégiques qui auront des retombées à l'échelle nationale et régionale. Dans le cadre de tous nos programmes, à l'exception du Fonds de la taxe sur l'essence, nous partageons les coûts avec nos partenaires, qui sont principalement les autres ordres de gouvernement. Tous les programmes mènent à la construction ou à l'amélioration des infrastructures publiques, tout en contribuant aux objectifs globaux du gouvernement fédéral : une économie concurrentielle, un environnement plus sain et des collectivités habitables. L'approche du Ministère en matière de mesure du rendement tient compte de ces caractéristiques de la conception des programmes.

Figure 3 : Architecture d'alignement des programmes (AAP)



4 La Politique sur la structure de gestion, des ressources et des résultats (SGRR) a subi certains changements qui sont entrés en vigueur le 1er avril 2012. On a mis à jour la nomenclature de la SGRR. Plus précisément, « Architecture des activités de programme » est devenue « Architecture d'alignement des programmes », « activité » est devenue « programme », « sous-activité » est devenue « sous-programme » et « sous sous activité » est devenue « sous-sous-programme ».

1.4 Priorités organisationnelles

Quatre priorités organisationnelles clés ont guidé les travaux du Ministère en 2012-2013 :

- Travailler avec les provinces, les territoires, la Fédération canadienne des municipalités et d'autres intervenants pour élaborer un plan d'infrastructure publique à long terme qui s'appliquera au-delà de l'expiration du plan Chantiers Canada.
- Continuer de mettre en œuvre, à l'aide de saines pratiques de gestion et de responsabilisation, des projets et des programmes visant des infrastructures de base.
- Continuer d'apporter des améliorations aux systèmes de gestion de l'information afin de gérer des données fiables, souples et efficaces, et de faire rapport sur les programmes de contribution.
- Maximiser l'efficacité opérationnelle dans la réalisation continue et efficace du mandat du Ministère.

Sommaire des progrès terminés par rapport aux priorités

Priorité	Type ⁵	Résultats stratégiques et/ou programmes
Travailler avec les provinces, les territoires, la Fédération canadienne des municipalités et d'autres intervenants pour élaborer un plan d'infrastructure publique à long terme qui s'appliquera au-delà de l'expiration du plan Chantiers Canada.	Nouvelle	<ul style="list-style-type: none">• Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.• Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.
<ul style="list-style-type: none">• Au cours de l'été 2012, Infrastructure Canada a travaillé à l'élaboration d'un plan à long terme, en rencontrant les représentants des provinces, territoires, municipalités, associations municipales et autres intervenants afin d'examiner les réalisations passées, d'acquiescer des connaissances et de discuter des grands principes généraux d'un futur plan à long terme. On a notamment organisé une série de 14 tables rondes ministérielles à l'échelle du pays, ainsi que des réunions bilatérales avec les hauts responsables des provinces et des territoires, et on a invité les parties intéressées à nous envoyer des observations écrites à propos du plan. Dans le cadre de ce processus, près de 700 partenaires et intervenants ont formulé des commentaires qui ont aidé à définir les grandes orientations d'un nouveau plan d'infrastructure à long terme.• Au terme de ce processus de mobilisation, le gouvernement a annoncé, dans le Plan d'action économique de 2013, le Nouveau plan Chantiers Canada, qui prévoit des investissements pendant dix ans dans les infrastructures, et ce, à compter de 2014-2015. Le plan permettra d'attribuer aux provinces, aux territoires et aux municipalités plus de 53 milliards de dollars en fonds nouveaux et existants, qui seront administrés dans le cadre de trois fonds : le Fonds d'amélioration des collectivités de 32,2 G\$, le Fonds Chantiers Canada de 14 G\$, et le Fonds PPP de 1,25 G\$.• Le Nouveau plan Chantiers Canada fournira aux provinces, territoires et municipalités un financement prévisible à long terme à l'appui de leurs priorités en matière d'infrastructure, notamment celles qui favorisent la productivité, la croissance économique et le renforcement des collectivités. Infrastructure Canada est en train d'élaborer les paramètres des programmes pour les nouveaux fonds qui seront alloués dans le cadre du plan.		

5 Le type est défini de la façon suivante : **priorité déjà établie** – établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; **priorité en cours** – établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; **priorité nouvelle** – établie au cours de l'exercice visé dans le Rapport sur les plans et les priorités.

Priorité	Type	Résultats stratégiques et/ou programmes
Continuer de mettre en œuvre, à l'aide de saines pratiques de gestion et de responsabilisation, des projets et des programmes visant des infrastructures de base.	En cours	<ul style="list-style-type: none"> Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure. Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.

Tout au long de l'exercice 2012-2013, le Ministère a continué à gérer et à mettre en œuvre avec efficacité et efficience l'ensemble de ses programmes. Même s'il restait peu de fonds à affecter aux termes de plusieurs de ces programmes en 2012-2013, Infrastructure Canada a continué de mettre l'accent sur les méthodes de gestion des programmes comme la surveillance, la mise en œuvre des projets et le paiement des demandes de remboursement. Pendant ce temps, on élaborait des méthodes de clôture des programmes en fin de vie, qu'on a appliquées afin que le Ministère soit prêt à toute future vérification ou évaluation des programmes.

Infrastructure Canada continue d'établir de solides relations avec ses partenaires, ce qui lui a permis de recueillir des données plus fiables, de faire des prévisions financières plus exactes et d'améliorer la mise en œuvre globale des projets du Ministère.

Pour simplifier les tâches et les exécuter plus efficacement, la gestion des projets restants aux termes du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) a été remise entre les mains du Ministère par la plupart de ses partenaires d'exécution fédéraux.

Priorité	Type	Résultats stratégiques et/ou programmes
Continuer d'apporter des améliorations aux systèmes de gestion de l'information, afin de gérer des données fiables, souples et efficaces, et de faire rapport sur les programmes de contribution.	Déjà établie	<ul style="list-style-type: none"> Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure. Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.

En 2012-2013, le Ministère a mis en œuvre des projets clés en vue d'améliorer le Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures (SPGII), qui vise à faciliter la gestion et l'exécution des programmes d'Infrastructure Canada. Le premier de ces projets visait la refonte de l'entrepôt de données du Ministère, afin d'améliorer la qualité des données et la présentation de rapports sur l'ensemble des programmes, et de favoriser la durabilité des technologies, tout en réduisant les coûts de maintenance permanents. En outre, le Ministère a commencé à travailler sur un projet visant à améliorer l'application de planification et d'analyse financières, afin d'intégrer un module de gestion de projets qui aidera Infrastructure Canada à éviter la duplication des données, à rendre le système plus convivial et à faciliter la production de rapports. Tous ces projets devraient être menés à bien par la Division de la gestion de l'information/des technologies de l'information (GI/TI) durant l'exercice 2013-2014. Cela nécessitera une forte mobilisation des utilisateurs/propriétaires et la supervision d'un certain nombre de comités ministériels.

Priorité	Type	Résultats stratégiques et/ou programmes
Maximiser l'efficacité opérationnelle dans la réalisation continue et efficace du mandat du Ministère.	Nouvelle	<ul style="list-style-type: none"> Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure. Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.

Étant donné qu'Infrastructure Canada ne dispose pas d'un niveau de financement régulier ou continu pour payer ses coûts de fonctionnement (salaires, fonctionnement et entretien – « services votés »), il n'a pas fait l'objet de l'examen stratégique et opérationnel de 2011. Par contre, dans le contexte de la réduction des dépenses, le Ministère a pris des mesures pour réduire ses coûts et ses dépenses, et maximiser les économies opérationnelles (ce qui va dans le sens des objectifs de l'examen stratégique et opérationnel de 2011), afin de garantir une certaine valeur aux Canadiens.

On a demandé à Infrastructure Canada d'administrer ses programmes avec 5 M\$ de moins en fonds de fonctionnement pour 2012-2013. Le Ministère a donc réalisé des économies sur les coûts de deux activités principales : le report ou l'annulation de ses projets de technologie de l'information et la réduction des effectifs dans le cadre du processus de réaménagement des effectifs. Dans le premier cas, on a annulé les plans visant à élaborer plusieurs éléments d'un système ministériel de gestion de l'information, en attendant que soit disponible le nouvel outil pangouvernemental de gestion des documents baptisé GCDocs, et reporté certaines améliorations moins essentielles visant le Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures (SPGI). Pour réaliser des économies, on a également décidé de retarder la « mise à jour en continu » des ordinateurs (cinq ans au lieu de trois ans), ce qui a non seulement permis d'éliminer des dépenses à court terme, mais aussi de réduire les dépenses annuelles en étalant les remplacements sur une plus longue période. Le Ministère continue à travailler en étroite collaboration avec Services partagés Canada (SPC) en vue de procéder à la migration des applications logicielles hébergées des serveurs d'une entreprise du secteur privé à ceux du gouvernement.

En ce qui concerne les réductions d'effectifs, après avoir examiné attentivement les dépenses non salariales, le Ministère a passé en revue le nombre de ses équivalents temps plein (ETP) afin de réaliser des économies opérationnelles. Au début de 2012, on a analysé chaque fonction et le nombre d'ETP qui y était associé, à la lumière d'une précédente analyse de rentabilité portant sur le budget de fonctionnement du Ministère. Environ 6 pour cent des employés (20 ETP) ont été visés. La quasi-totalité des employés déclarés excédentaires ont trouvé un emploi ailleurs grâce au Programme d'échange de postes ou aux déploiements, ou ont officiellement choisi leur option en vertu des ententes/directives de réaménagement des effectifs.

1.5 Analyse des risques

Risque	Stratégie de réponse aux risques	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes	Lien avec les priorités organisationnelles
Infrastructure Canada pourrait ne pas être capable de relever rapidement et efficacement les défis associés à la gestion de l'information/aux technologies de l'information dans le cadre des nouveaux programmes au cours de la période de planification.	<ul style="list-style-type: none"> Dans le RPP de 2012-2013, le risque était décrit comme suit : <i>Les systèmes et technologies de gestion de l'information d'Infrastructure Canada ne sont peut-être pas suffisamment souples pour permettre au Ministère de gérer l'exécution de ses programmes d'infrastructure et la présentation de ses rapports en temps opportun.</i> Pour répondre à ces risques, la priorité est passée des exigences en matière d'exécution des programmes et de présentation de rapports à la garantie que le Ministère sera prêt pour les nouveaux programmes d'infrastructure et mettra en place en temps opportun des solutions de GI-TI. L'élaboration d'un nouveau cadre de gouvernance pour le Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures (SPGII) et la finalisation d'un Plan stratégique à long terme pour le SPGII ont produit des résultats positifs, permettant de répondre aux besoins organisationnels et opérationnels. Le projet de renouvellement des grands programmes d'infrastructure et le projet de réingénierie de l'entrepôt de données d'entreprise ont été approuvés en mai 2012 et vont bon train. En outre, le Ministère entretient des liens étroits avec Services partagés Canada afin de garantir qu'il sera prêt pour les nouveaux programmes d'infrastructure et qu'il pourra continuer à mettre en place en temps opportun les solutions de GI-TI. 	<p>Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.</p> <p>Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.</p>	<p>Continuer à apporter des améliorations aux systèmes de gestion de l'information, grâce à des données fiables, souples et efficaces, afin de rendre compte des programmes de contribution.</p> <p>Maximiser l'efficacité opérationnelle dans la réalisation continue et efficace du mandat du Ministère.</p>

Risque	Stratégie de réponse aux risques	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes	Lien avec les priorités organisationnelles
Infrastructure Canada pourrait ne pas disposer de l'information nécessaire pour générer des rapports opportuns sur les résultats et le rendement.	<ul style="list-style-type: none"> Dans le RPP de 2012-2013, le risque était décrit comme suit : Infrastructure Canada pourrait ne pas disposer de l'information nécessaire pour générer des rapports opportuns sur les résultats et le rendement. La priorité est passée de l'obtention d'information à l'obtention en temps opportun d'information de qualité. Le Ministère a établi des processus de gestion des données et des structures de gouvernance de la qualité et de l'intégrité des données, incluant un lexique en ligne qui permet à tous de comprendre les termes clés utilisés pour l'entrée de données. Le Ministère est en train de mettre à jour l'Architecture d'alignement des programmes et le Cadre de mesure du rendement, afin de renforcer sa planification et sa présentation de rapports, et d'être ainsi davantage en conformité avec la Politique sur la structure de gestion, des ressources et des résultats (SGRR). On a mis à jour les stratégies de mesure du rendement pour quatre programmes d'investissement dans les infrastructures, et on est encore en train de mettre à jour les programmes restants. Cela garantit que chaque programme est évalué et qu'on en fait le suivi afin d'appuyer les décisions prises tout au long du processus de mise en œuvre des programmes, et cela va dans le sens de l'engagement ferme qu'a pris le Ministère d'obtenir des résultats au chapitre des investissements dans les infrastructures. 	<p>Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.</p> <p>Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.</p>	<p>Continuer de mettre en œuvre, à l'aide de saines pratiques de gestion et de responsabilisation, des projets et des programmes visant des infrastructures de base.</p> <p>Continuer d'apporter des améliorations aux systèmes de gestion de l'information, afin de gérer des données exactes fiables, souples et efficaces, et de faire rapport sur les programmes de contribution.</p>

Risque	Stratégie de réponse aux risques	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes	Lien avec les priorités organisationnelles
Infrastructure Canada pourrait ne pas être capable de respecter ses engagements en matière de financement des projets si les reports de paiements de transfert ne sont pas approuvés.	<ul style="list-style-type: none"> Dans le RPP de 2012-2013, le risque était décrit comme suit : <i>Les dépenses réelles au titre des paiements de transfert d'Infrastructure Canada pourraient être inférieures aux prévisions des partenaires, et ainsi nécessiter des reports de fonds.</i> Etant donné que les réponses aux risques ont effectivement permis d'atténuer le risque découlant de l'écart entre les dépenses réelles affectées aux paiements de transfert et les prévisions des partenaires, ces réponses visent désormais à atténuer l'impact de la non-approbation des reports de paiement. INFC fait chaque mois un examen approfondi de ses rapports financiers, en mettant l'accent sur les programmes et projets à haut risque. Le Ministère a mis en place son application de planification et d'analyse financières afin d'améliorer ce suivi constant, et établi une nouvelle méthode prévisionnelle qui a permis de limiter la nécessité de reporter les paiements. INFC travaille continuellement avec ses partenaires pour garantir que ses prévisions sont aussi fiables que possible et que le financement est adapté à leurs besoins. Malheureusement, en raison de la nature complexe des projets d'infrastructure (qui génèrent parfois des retards légitimes causés par des facteurs comme les évaluations environnementales, la météo et la pénurie de matériaux et de main-d'œuvre), il peut encore y avoir des péremptions de fonds. Cela est dû au fait que le financement fédéral n'est réellement versé aux bénéficiaires qu'une fois qu'ils ont présenté leur demande de remboursement des coûts effectivement assumés – cette approche essentielle de la gestion des risques garantit qu'INFC remboursera uniquement les coûts associés aux travaux déjà terminés. 	<p>Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.</p> <p>Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.</p>	<p>Continuer de mettre en œuvre, à l'aide de saines pratiques de gestion et de responsabilisation, des projets et des programmes visant des infrastructures de base.</p>

Avec l'apparition de nouveaux facteurs de risque de nature environnementale, le Ministère adopte une approche globale en vue de définir, d'évaluer et de gérer activement les risques au niveau stratégique et opérationnel, et au niveau des programmes et des projets. Dans le cadre de cette approche, il procède périodiquement à des analyses du contexte, avec la participation directe des cadres du Ministère.

Dans le passé, le Ministère a dû relever le défi consistant à répondre à des besoins opérationnels en constante évolution, en adaptant rapidement ses solutions technologiques. La récente création de Services partagés Canada et la prochaine expiration d'un contrat de longue durée avec un fournisseur de services complets de TI vont changer la façon dont Infrastructure Canada développera et utilisera ses applications de gestion des subventions et contributions. Étant donné que nous sommes en transition entre l'élimination progressive des programmes de financement existants et la mise en œuvre des nouveaux programmes, Infrastructure Canada a la possibilité de prendre des mesures qui garantiront l'évolution des exigences opérationnelles et sa capacité à exécuter de nouveaux programmes d'infrastructure. En outre, le gouvernement est en train d'adopter une vision plus restrictive de l'examen des demandes de report des paiements de transfert. Ces demandes pourraient donc ne pas être approuvées aussi facilement qu'avant. De ce fait, le Ministère pourrait ne pas respecter ses engagements en matière de financement des projets, ce qui aurait un impact négatif sur sa réputation et sa capacité à atteindre les objectifs de ses programmes. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour gérer ce risque, le Ministère a établi une nouvelle méthode prévisionnelle qui a permis de limiter la nécessité des reports, en garantissant que le paiement effectué en fin d'année sera uniquement basé sur les demandes de remboursement non traitées, alors qu'auparavant, il était basé sur les estimations que faisaient les bénéficiaires des coûts à assumer jusqu'au 31 mars, et pas sur les résultats concrets ayant généré des surestimations. Par ailleurs, le Ministère travaille avec diligence avec ses partenaires pour améliorer la fiabilité des prévisions. Enfin, Infrastructure Canada a défini des réponses aux risques qui ont effectivement réduit le risque global associé à la présentation des résultats et de l'information sur le rendement, et pris des mesures qui ont amélioré le caractère opportun et la qualité des données à présenter.

Ainsi, les réponses aux risques visent avant tout les objectifs suivants : le Ministère doit être prêt pour les nouveaux programmes d'infrastructure; il doit mettre constamment en place des solutions opportunes de GI-TI; les pratiques existantes doivent être efficaces; au besoin, il faut élaborer de nouveaux outils ou de nouvelles pratiques. Globalement, les réponses aux risques ont réduit la probabilité que les risques se concrétisent et atténué l'impact potentiel de tels risques.

En 2013-2014, le Ministère va examiner et mettre à jour les risques dans le contexte des annonces intégrées au Budget 2013, et de tout autre changement important découlant des analyses du contexte et des progrès réalisés grâce à la mise en œuvre des réponses aux risques.

1.6 Résumé du rendement

En 2012-2013, le Ministère a mis l'accent sur une gestion prudente, la supervision des demandes de remboursement, la clôture des projets et les rapports sur les projets à mesure que la construction progressait dans le cadre de milliers de projets approuvés. Le Ministère a engagé d'importantes ressources pour garantir que toutes les demandes de remboursement reçues des promoteurs seraient traitées correctement et efficacement et payées rapidement. Pour les programmes bénéficiant de financement, Infrastructure Canada a continué à travailler avec ses partenaires pour investir dans des projets et des initiatives prioritaires.

Globalement, 2012-2013 a été une autre année fructueuse pour le Ministère, puisqu'il a injecté plus de 3,7 milliards de dollars dans des projets d'infrastructure prioritaires des provinces, territoires et municipalités. En 2012-2013, Infrastructure Canada a poursuivi l'investissement annuel de 2 milliards de dollars dans le cadre du Fonds de la taxe sur l'essence, offrant ainsi aux municipalités un financement prévisible pour des projets qui favoriseront la planification à long terme.

Dans le cadre du Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires, le Ministère a continué d'approuver les plans d'immobilisations, engageant une somme supplémentaire de 251 millions de dollars en fonds fédéraux et obtenant 318 millions de plus d'autres partenaires pour des investissements clés dans des projets importants à l'échelle nationale et régionale, dont bénéficient tous les Canadiens.

En 2012-2013, le Ministère a continué à investir dans la construction d'infrastructures publiques, à l'appui d'une économie concurrentielle, d'un environnement plus sain et de collectivités habitables. Au cours des quatre dernières années, les programmes de financement d'Infrastructure Canada ont en outre permis d'obtenir d'importantes contributions des provinces, des territoires, des municipalités et d'autres intervenants, ce qui a généré des engagements cumulatifs de plus de 30 milliards de dollars. Ces investissements, qui appuient des projets de toutes tailles d'un océan à l'autre, ont renforcé les infrastructures publiques tout en créant et en maintenant des emplois dans les collectivités de l'ensemble du Canada.

En 2012-2013, Infrastructure Canada a continué à travailler en étroite collaboration avec des partenaires à l'échelle du pays afin de soutenir des milliers de projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux grâce à ses programmes de financement, tout en continuant à diriger les efforts du gouvernement du Canada visant à améliorer les infrastructures publiques du pays. En s'appuyant sur l'engagement qu'a pris le gouvernement fédéral de poursuivre l'élaboration d'un nouveau plan d'infrastructure publique à long terme, Infrastructure Canada a dirigé les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour s'assurer que les Canadiens disposent d'infrastructures publiques de calibre mondial. Nos investissements soutiennent les besoins relatifs aux infrastructures locales et régionales tout en favorisant l'atteinte des priorités nationales. Infrastructure Canada a consulté ses partenaires et d'autres intervenants en mettant l'accent sur les pratiques exemplaires, les leçons tirées et la façon de garantir que les futures dépenses affectées aux infrastructures publiques favoriseront la croissance économique.

1.6.1 Ressources humaines et financières

L'information sur les ressources humaines et financières recueillie par Infrastructure Canada pour la période de rapport est résumée dans les deux tableaux présentés ci-après.

Tableau 1 : Ressources financières en 2012-2013 – Total pour le Ministère (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Total des autorisations* (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart (entre dépenses prévues et réelles)
5 105 563	5 105 563	5 314 267	3 752 656	1 352 907 ⁶

Ressources humaines (équivalents temps plein – ETP)

Prévues 2012-2013	Réelles 2012-2013	Écart 2012-2013
329	320	9

L'effectif d'Infrastructure Canada fait preuve de souplesse et d'adaptabilité. Les employés peuvent être facilement réaffectés selon les besoins durant l'année, en réponse aux exigences des programmes de financement, aux exigences opérationnelles et aux autres priorités gouvernementales. Par ailleurs, les fonds de fonctionnement sont alloués à l'administration de chaque programme selon le même principe.

Infrastructure Canada ne dispose pas d'un financement permanent de ses activités de base couvrant les coûts opérationnels du Ministère (salaires, fonctionnement et entretien – « services votés »). Jusqu'à la fin de 2012-2013, l'intégralité du budget de fonctionnement du Ministère provenait des sommes allouées à ses programmes, et le financement annuel alloué aux besoins de fonctionnement fluctuait en fonction de la supervision et de la gestion que nécessitaient réellement les programmes en cours.

1.6.2 Programmes par résultat stratégique et dépenses réelles

Le tableau résumant le rendement décrit les résultats stratégiques obtenus, les dépenses réelles affectées à chaque programme du Ministère, ainsi que l'alignement de ces programmes sur les résultats visés par le gouvernement du Canada. Infrastructure Canada travaille en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités afin d'atteindre ces objectifs de rendement annuels. Ainsi, les résultats annuels dépendent à la fois du

⁶ Les dépenses prévues comprennent principalement les montants nécessaires pour répondre au besoin de liquidités de nos partenaires. Les dépenses peuvent se faire plus lentement que prévu en raison de retards dans la planification et la mise en œuvre des projets (p. ex., difficulté à obtenir des fonds locaux, redéfinition de la portée du projet, météo défavorable, pénuries de main-d'œuvre, évaluations environnementales), ou parce que les partenaires ne soumettent pas leurs demandes de remboursement à temps au gouvernement fédéral.

rendement d'Infrastructure Canada et de celui de ses partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux. Les activités liées aux Services internes, qui aident le Ministère à obtenir les résultats visés par le gouvernement du Canada, sont également présentées dans ce tableau.

Tableaux sommaires sur le rendement – Résultats stratégiques et programmes (en milliers de dollars)⁷

Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.

Programmes	Dépenses totales (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)			Alignement sur les résultats visés par le gouv. du Canada
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011	
Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires	233 392	233 392	265 490	0	348 007	237 611	188 695	437 548	Croissance économique forte
Fonds de la taxe sur l'essence	1 976 118	1 976 118	1 976 236	2 000 070	2 098 118	1 966 919	2 206 246	1 752 697	Croissance économique forte
Résultat stratégique 1 Sous-total	2 209 510	2 209 510	2 241 726	2 000 070	2 446 125	2 204 530	2 394 942	2 190 245	

⁷ Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.

(en milliers de dollars)									
Programmes	Dépenses totales (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)			Alignement sur les résultats visés par le gouv. du Canada
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011	
Volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada	251 814	251 814	188 734	115 418	232 608	187 046	213 884	225 825	Croissance économique forte
Volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada	1 965 120	1 965 120	942 955	612 324	1 984 462	927 180	759 828	407 499	Croissance économique forte
Fonds pour l'infrastructure verte	82 105	82 105	125 030	89 646	157 922	117 858	30 274	35 430	Environnement propre et sain
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	410 882	410 882	289 102	266 089	357 154	241 178	188 382	336 451	Croissance économique forte
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	96 550	96 550	78 763	0	58 471	36 719	88 043	146 646	Croissance économique forte
Fonds sur l'infrastructure frontalière	41 838	41 838	22 965	51 032	28 782	8 099	35 042	67 881	Croissance économique forte
Analyse économique et recherche	3 797	3 797	0	0	3 877	80	3 143	1 750	Économie novatrice fondée sur le savoir
Résultat stratégique 2 Sous-total	2 852 106	2 852 106	1 647 549	1 134 509	2 823 276	1 518 160	1 318 595	1 221 482	

Résultat stratégique 3 : Les projets d'infrastructure prêts à être mis en chantier reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral⁸

(en milliers de dollars)									
Programmes	Dépenses totales (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)			Alignement sur les résultats visés par le gouv. du Canada
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	0	0	0	0	0	0	634 927	2 482 489	Croissance économique forte
Complément du volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada (CVC)	0	0	0	0	0	0	136 122	303 739	Croissance économique forte
Soutien au Sommet du G8 (2010)	0	0	0	0	0	0	0	4 571	Croissance économique forte
Résultat stratégique 3	0	0	0	0	0	0	771 049	2 790 799	
Sous-total									

Tableau sommaire du rendement pour les Services internes (en milliers de dollars)

Programmes	Dépenses totales (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011
Services internes ⁹	43 947	43 947	35 431	1 861	44 866	29 966 ¹⁰	55 525	49 265
Sous Total	43 947	43 947	35 431	1 861	44 866	29 966	55 525	49 265

Tableau sommaire du rendement - Total (en milliers de dollars)

Résultat stratégique et Services internes	Dépenses totales (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011
Total	5 105 563	5 105 563	3 924 706	3 136 440	5 314 267	3 752 656	4 540 110	6 251 791

8 Aucune dépense n'est prévue pour les programmes opportuns, ciblés et temporaires de stimulation économique associés à ce résultat stratégique, car ils ont été menés à terme avant 2012-2013. Ils ne sont inclus dans le présent tableau que pour illustrer les dépenses réelles pour les exercices 2010-2011 et 2011-2012.

9 Ces montants incluent les fonds de fonctionnement affectés à l'administration de base et à l'exécution des programmes. Les dépenses prévues pour 2014-2015 reflètent uniquement les soldes d'ouverture. Étant donné qu'Infrastructure Canada n'a pas de source permanente pour son budget de fonctionnement, les montants pour 2014-2015 seront augmentés une fois que le budget de fonctionnement de cette année sera approuvé par le Conseil du Trésor.

10 Habituellement, les montants figurant au poste des Services internes incluent les dépenses liées au Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures (SPGII). En 2012-2013, les dépenses liées au SPGII ont été déclarées pour les programmes d'infrastructure précis que la technologie appuyait directement.

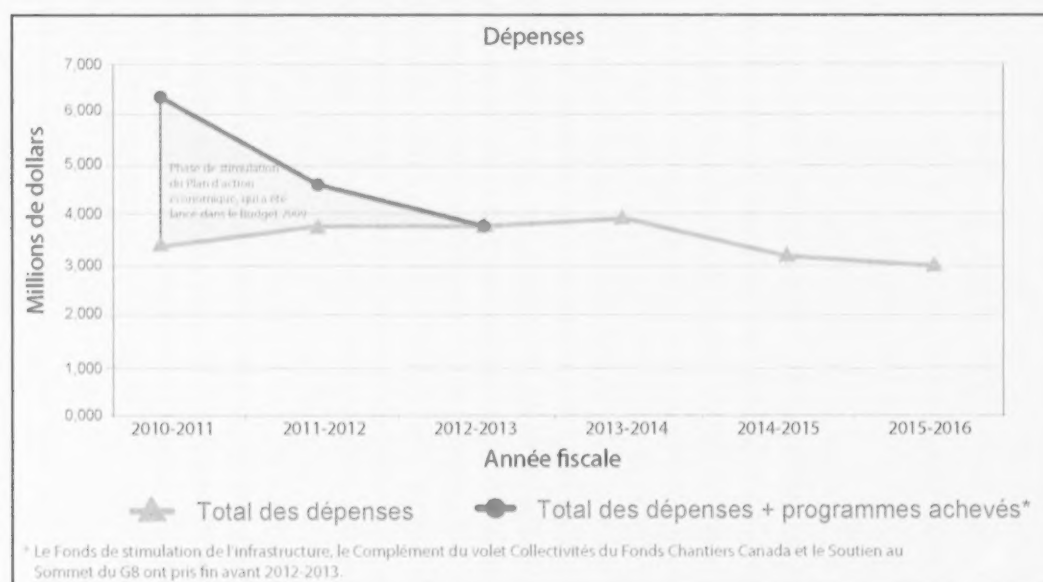
1.7 Profil des dépenses

1.7.1 Profil des dépenses

En 2012-2013, Infrastructure Canada a investi plus de 3,7 milliards de dollars dans les infrastructures afin d'obtenir les résultats visés par ses programmes et de contribuer à ses résultats stratégiques.

La figure 4 représente le profil des dépenses prévues et réelles du Ministère de 2010-2011 à 2012-2013. Les dépenses liées au Plan d'action économique (PAE) ont débuté en 2009-2010 et continué jusqu'en 2011-2012 (à l'exception du Fonds pour l'infrastructure verte, qui est actif jusqu'en 2018-2019).¹¹

Figure 4 : Tendances au chapitre des dépenses du Ministère



Il est essentiel d'investir dans des infrastructures publiques de calibre mondial pour aller dans le sens des priorités du gouvernement du Canada : une économie plus forte, un environnement plus sain et des collectivités plus habitables. En 2012-2013, le Ministère a investi 3,7 milliards de dollars à l'appui de la construction d'infrastructures publiques, renforçant ainsi l'économie dans un grand nombre de secteurs et de régions du pays.

¹¹ Le financement alloué dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte a été prolongé jusqu'au 31 mars 2019, ce qui permettra de mener à terme les projets que le gouvernement fédéral s'est engagé à financer.

1.7.2 Écarts quant aux tendances en matière de dépenses liées aux programmes

La figure 4 présente les tendances en matière de dépenses d'Infrastructure Canada de 2010-2011 à 2012-2013. À compter de 2009-2010, les dépenses ont commencé à augmenter en raison des programmes du Plan d'action économique (PAE) de 2009, pour atteindre un sommet en 2010-2011, puis ont diminué en 2011-2012 avec la clôture des projets de stimulation économique.

Même si les dépenses réelles ont été moins élevées que prévu, 2012-2013 a été une autre année fructueuse pour le Ministère, étant donné que plus de 3,7 milliards de dollars ont été versés aux partenaires pour leurs infrastructures, soit un montant supérieur par rapport au financement qui était prévu avant le PAE. Cela a permis d'obtenir des contributions additionnelles auprès des partenaires financiers. Moins de projets de grande envergure que prévu ont été menés à bien par les promoteurs durant la période de rapport, car certains grands projets financés par le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada et le Fonds canadien pour l'infrastructure stratégique ont affiché des retards en raison du mauvais temps, de problèmes techniques et d'autres complications liées à la construction.

1.8 Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les crédits votés ou les dépenses législatives d'Infrastructure Canada, veuillez consulter les Comptes publics du Canada 2012-2013 (Volume II). Il en existe une version électronique sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (receveur général) à l'adresse : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>.

1.9 Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable

La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) décrit l'engagement qu'a pris le gouvernement du Canada d'améliorer la transparence des décisions prises dans le domaine de l'environnement. Elle met de l'avant les principaux objectifs stratégiques sur le plan environnemental, et veille à ce qu'ils soient intégrés au processus décisionnel.

Même si Infrastructure Canada ne fait pas partie des 27 ministères tenus de déposer une stratégie ministérielle de développement durable ou de produire des rapports sur leur contribution à la SFDD, il continue de jouer un rôle important dans l'instauration d'un avenir plus durable.

Le vaste éventail de programmes d'infrastructure qu'administre le Ministère permet de soutenir, aux quatre coins du pays, des milliers de projets qui contribuent à assainir l'environnement, notamment dans les domaines de la distribution d'eau potable, du traitement des eaux usées, de la production d'énergie propre, du développement du transport en commun et du réaménagement de friches industrielles. Bon nombre de ces investissements dans les infrastructures appuient directement deux des thèmes de la SFDD :

1. Maintenir la qualité et la disponibilité de l'eau
2. Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air

Au-delà de ses programmes fédéraux de financement des infrastructures, Infrastructure Canada prend des mesures qui soutiennent le quatrième thème de la SFDD : *Réduire l'empreinte environnementale – En commençant par le gouvernement*. Le Ministère poursuit la mise en œuvre de son récent plan d'action écologique, qui comprend des mesures comme une politique d'achats écologiques, la réduction des déchets et de la consommation énergétique, ainsi que des activités de promotion et de sensibilisation. Vous trouverez de plus amples renseignements concernant les initiatives d'achats écologiques d'Infrastructure Canada dans les Tableaux de renseignements supplémentaires sur l'écologisation des opérations gouvernementales, sur le site Web du Ministère : <http://www.infrastructure.gc.ca/pub/index-fra.html>.

Évaluation environnementale stratégique (EES)

La *Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes*¹² stipule qu'une EES est nécessaire si la mise en œuvre d'un projet soumis à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet peut entraîner des effets environnementaux importants, tant positifs que négatifs. Pour s'assurer que la Directive du Cabinet est respectée, le Ministère effectue une analyse préliminaire pour déterminer les éventuelles répercussions environnementales importantes lorsqu'il prépare un mémoire au Cabinet ainsi que pour d'autres projets de politiques, de plans ou de programmes, selon le cas. Si l'on identifie des répercussions environnementales importantes ou si le niveau de risque ou d'incertitude concernant la proposition est élevé, on effectue alors une évaluation environnementale stratégique. En 2012-2013, aucune répercussion environnementale importante, qu'elle soit positive ou négative, n'a été identifiée lors des analyses préliminaires qui ont été effectuées. Par conséquent, aucune évaluation environnementale stratégique n'a été requise.

12 Vous trouverez des renseignements détaillés sur la *Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes* sur le site Web de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale : <http://www.ceaa.gc.ca/default.asp?lang=fr&n=B3186435-1>.

Pleins feux sur un projet : Système de partage d'énergie à l'échelle du district

Emplacement du projet : Prince George, Colombie-Britannique



Récolter les déchets pour économiser de l'énergie – Une compagnie municipale de services publics sert le centre-ville

À Prince George, sept édifices du centre-ville profitent de l'énergie thermique excédentaire produite par l'usine Lakeland toute proche. Grâce au *District Energy Sharing System* (système de partage d'énergie à l'échelle du district), l'eau est chauffée dans l'usine à l'aide de rebuts de pâte de bois, déchets qui auraient dû normalement être transportés hors site par camion. L'eau chaude est ensuite acheminée par des conduites souterraines dans les systèmes de chauffage du centre communautaire, du colisée, de l'hôtel de ville, de la piscine de l'hôtel, de la bibliothèque et de la galerie d'art Two Rivers. On a également installé de nouveaux systèmes de contrôle des émissions. L'usine a maintenant une empreinte écologique réduite en raison de la diminution du transport routier et de la réduction de l'utilisation de combustibles fossiles.

Contribution fédérale : 9 670 000 \$ provenant du Fonds de la taxe sur l'essence.

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

2.1 Résultats stratégiques

Pour s'acquitter de son mandat, Infrastructure Canada s'est doté d'une Architecture d'alignement des programmes (AAP) qui comprend deux résultats stratégiques (RS) et neuf programmes actifs. L'information fournie dans la présente section est organisée en fonction de la structure de l'AAP du Ministère.

- 1) *Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.*

Programmes :

- Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires
- Fonds de la taxe sur l'essence

- 2) *Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.*

Programmes :

- Volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada
- Volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada
- Fonds pour l'infrastructure verte
- Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique
- Fonds sur l'infrastructure municipale rurale
- Fonds sur l'infrastructure frontalière
- Analyse économique et recherche

Pleins feux sur un projet : parc de véhicules de transport en commun

Emplacement du projet : **Halifax (Nouvelle-Écosse)**



De nouveaux autobus écologiques pour le transport en commun à Halifax

Avec le récent ajout de 22 nouveaux autobus au parc de véhicules du réseau de transport métropolitain, les usagers de la municipalité régionale d'Halifax (MRH) vont bénéficier de services de transport en commun améliorés. Parce que ces véhicules sont plus propres et plus silencieux, cela améliorera la qualité de l'air pour les résidents. En investissant dans le réseau de transport en commun, la MRH stimule sa croissance économique et sa prospérité à long terme, mais offre aussi aux résidents un moyen de transport plus sûr, plus propre et plus efficient.

Contribution fédérale : 13 600 000 \$ provenant du Fonds de la taxe sur l'essence.

2.1.1 Résultat stratégique 1

Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure.

Dans le cadre du résultat stratégique 1, le Fonds de la taxe sur l'essence (FTE) et le Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires (Financement de base pour les P/T) continuent de fournir un financement stable et prévisible aux administrations et leur offrent toute la souplesse nécessaire pour le financement de leurs principaux travaux d'infrastructure.

Résultat stratégique 1 : Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités liées à l'infrastructure

Indicateur de rendement	Objectifs	Résultat réel
Investissement public dans les infrastructures en pourcentage du PIB (pays du G7 et pays européens)	Moyenne du G7	Rang n° 1 (données de 2010)

Pleins feux sur un projet : Reconstruction de la rue Black

Emplacement du projet : **Whitehorse, Yukon**



Financement des priorités en matière d'infrastructure dans la capitale du Yukon

Ces dernières années, certaines parties de la rue Black, dans le centre-ville de Whitehorse, se sont détériorées au point de nécessiter d'importantes réparations. Aujourd'hui, on restaure l'infrastructure souterraine d'acheminement de l'eau, les installations de traitement des eaux usées et les systèmes d'alimentation en électricité, et le revêtement de la chaussée est neuf. Une intersection améliorée, de nouveaux trottoirs et un éclairage de rue tout à fait bienvenu ont donné un « coup de jeune » au paysage. L'amélioration de l'apparence extérieure du quartier est une bénédiction pour les commerces et les résidents, et renforce la sécurité des automobilistes et des piétons.

Contribution fédérale :

Le Yukon reçoit 182 910 000 \$ provenant du Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires pour les initiatives menées sur l'ensemble du territoire.

2.1.2 Résultat stratégique 2

Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables.

Ce résultat stratégique témoigne des programmes d'infrastructure à long terme et à coûts partagés du Ministère, y compris des programmes de contribution comme le Fonds pour l'infrastructure verte et le Fonds Chantiers Canada. Le Ministère offre du financement aux partenaires pour des projets de petite et de grande envergure, ainsi qu'à des projets qui procureront des avantages à l'échelle nationale et régionale. Les fonds obtenus des partenaires sont investis dans la construction, le renouvellement et l'amélioration d'infrastructures dans des collectivités de partout au pays. Les indicateurs de rendement associés aux programmes de contribution faisant partie du résultat stratégique 2 (RS2) sont harmonisés avec les principales priorités de politiques fédérales, illustrant le lien entre les avantages obtenus par les Canadiens grâce aux projets financés par Infrastructure Canada et les priorités du gouvernement fédéral.

Résultat stratégique 2 : Du financement est versé pour une infrastructure publique efficiente et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement sain et des collectivités habitables		
Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
L'âge moyen des infrastructures publiques de base (IPB) contribuant à une économie plus forte est maintenu ou réduit.	14,5 ans (inclut les catégories d'actifs : réseau routier national et ponts, passages frontaliers)	13,9 ans (données de 2010)
L'âge moyen des IPB favorisant les collectivités habitables est maintenu ou réduit.	14,7 ans (inclut ces catégories d'actifs : infrastructures culturelles, récréatives et sportives, routes et ponts locaux, eau, transport en commun)	14,3 ans (données de 2010)
L'âge moyen des IPB contribuant à un environnement plus sain est maintenu ou réduit.	17,1 ans (inclut la catégorie d'actifs du traitement des eaux usées)	16,8 ans (données de 2010)

Pleins feux sur un projet : Autoroute 50 au Québec

Emplacement du projet : Québec



Une nouvelle route attendue depuis longtemps va faciliter les déplacements au Québec

Jusqu'en novembre 2012, l'autoroute 50 comprenait deux sections distinctes : une qui reliait Hull à Thurso, vers l'est; l'autre qui reliait Mirabel à Notre-Dame-de-Bonsecours (Montebello), vers l'ouest. Grâce à l'ajout d'un nouveau tronçon d'autoroute de 24 kilomètres — incluant deux échangeurs, quatre viaducs et deux ponts —, ces deux sections sont désormais connectées. La nouvelle autoroute permet aux automobilistes de se rendre directement de la région de l'Outaouais à la région métropolitaine de Montréal et vers le reste du Québec. La réduction du temps de déplacement et la facilitation du transport de biens et de services comptent parmi les nombreux avantages pour la région de ce projet qu'on attendait depuis longtemps.

Contribution fédérale :

38 000 000 \$ provenant du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.

2.2 Programmes faisant partie du résultat stratégique 1

2.2.1 Programme : Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 233 392 272 \$

Un financement prévisible pour les provinces et les territoires

Description du programme

Ce programme vise à allouer un financement de base de 175 millions de dollars à chaque province et à chaque territoire pour leur permettre de financer leurs priorités en matière d'infrastructure de base. En outre, ce fonds gère plus de 26 millions de financement proportionnel au nombre d'habitants provenant du Fonds Chantiers Canada pour les trois territoires. Le Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires a été conçu pour contribuer à rétablir l'équilibre budgétaire, tout en contribuant à améliorer le réseau d'infrastructures publiques du Canada, en favorisant une concurrence et une productivité économiques accrues, l'assainissement de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que des collectivités plus solides et en santé. Même si les paiements visent les provinces et territoires, les bénéficiaires finaux peuvent aussi être des administrations locales et régionales ou des organismes du secteur privé. Pour que les fonds fédéraux soient versés, il faut que les provinces et les territoires soumettent une liste des projets d'infrastructure intégrée à un plan d'immobilisations qui doit être accepté par le ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales. Les paiements sont effectués à l'avance, et des dispositions de partages de coûts s'appliquent à l'ensemble

du plan d'immobilisations, pas à chaque projet. Les provinces et les territoires peuvent mettre en commun ces fonds, les conserver en banque ou faire une gestion de trésorerie, ce qui leur donne une certaine souplesse de mise en œuvre.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
5 105 563	233 392	348 007	237 611	(4 219)

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

Prévues	Réelles	Écart
2	2	0

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des provinces et d'autres partenaires, à titre de pourcentage du financement fédéral	100 %	156 %
	Financement obtenu auprès des provinces et d'autres partenaires, à titre de pourcentage du financement fédéral	33 %	49 %
Les organisations bénéficiaires sont responsables des fonds qui leur sont versés grâce au Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires	Nombre d'administrations respectant les exigences en matière de présentation de rapports annuels sur les dépenses, conformément à une entente de financement signée	9	6
Les plans d'immobilisations soumis par les provinces et territoires sont acceptés, ce qui permet aux projets d'infrastructure d'aller de l'avant	Nombre de plans d'immobilisations acceptés	3	4

Analyse du rendement et leçons tirées

À la suite de l'accélération du Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires (Financement de base pour les P/T) dans le cadre du Plan d'action économique de 2009, en date du 1^{er} avril 2012, il restait seulement 254 millions de dollars à affecter dans le cadre du programme, ce qui représente environ 11 pour cent de l'enveloppe totale de 2,3 G\$.

Au total, quatre nouveaux plans d'immobilisations et sept plans d'immobilisations modifiés ont été approuvés pendant l'année, ce qui représente un financement fédéral additionnel de 251 millions de dollars pour 69 nouvelles initiatives et un apport de quelque 318 millions de dollars d'autres partenaires. Durant l'année, trois autres provinces et territoires ont engagé la totalité du solde de leur financement de base pour les P/T; il ne restait que 4 millions à engager au terme de la période de rapport.

Le gouvernement du Canada a conclu des ententes de financement de base pour les P/T avec les 13 provinces et territoires. Chaque entente énonce les conditions de présentation des rapports sur les dépenses, indispensable à l'obtention d'un financement fédéral. Ainsi, les échéanciers de présentation de rapports peuvent varier d'une province/d'un territoire à l'autre. Par exemple, en août 2012, on a modifié une entente pour permettre à une administration de reporter la présentation de son premier rapport de dépenses au-delà de l'exercice 2012-2013. Deux autres administrations ont également accusé des retards dans le dépôt de la version finale de leurs rapports de dépenses, prévu pour le 31 mars 2013. Infrastructure Canada travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des provinces et des territoires afin de résoudre les questions non réglées concernant les rapports de dépenses retardés, et on prévoit que ces rapports seront déposés prochainement, ce qui permettra de libérer le financement fédéral.

Même si les gouvernements provinciaux et territoriaux doivent respecter les exigences relatives à la reddition des comptes, Infrastructure Canada continuera à collaborer avec eux pour garantir que les rapports exigés seront présentés à temps, et il fournira des directives à propos des problèmes qui pourraient survenir durant la vérification provinciale ou territoriale et qui pourraient retarder le dépôt de leur rapport et les paiements connexes.

Un rapport d'évaluation interne rédigé en novembre 2012 a confirmé que le Financement de base pour les P/T était géré de façon efficace et efficiente, et qu'il atteint le double objectif qu'on lui avait fixé, puisqu'il contribue au développement et à l'amélioration de la base d'infrastructures du Canada et qu'il donne suite aux consultations sur l'équilibre budgétaire. Le rapport d'évaluation du Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires de novembre 2012 se trouve dans le site Web d'Infrastructure Canada : <http://www.infrastructure.gc.ca/pd-dp/eval/2012-ptbase-finbasept-fra.html>.

2.2.2 Programme : Fonds de la taxe sur l'essence

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 1 976 117 852 \$

Financement stable, prévisible et à long terme pour les municipalités

Description du programme

Ce programme vise à fournir aux municipalités un financement à long terme prévisible en vue de faciliter la prise de décisions locales concernant la construction et la remise en état des infrastructures publiques de base. Dans le cadre de ce programme, le

gouvernement du Canada a conclu des ententes liées au Fonds de la taxe sur l'essence avec les provinces, les territoires, l'Association des municipalités de l'Ontario, l'Union des municipalités de la Colombie Britannique et la Ville de Toronto. Ces ententes établissent un cadre de responsabilisation permettant au Canada de verser deux fois par année des fonds de la taxe sur l'essence aux signataires qui, à leur tour, distribuent ces fonds à des bénéficiaires municipaux selon une formule de répartition convenue à l'avance. Pour leur part, les municipalités décident des projets qui seront prioritaires parmi les catégories d'investissements établies. Les projets ciblent des objectifs environnementaux, notamment l'assainissement de l'air et de l'eau, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et renforcent les capacités de planification à long terme des collectivités. Les municipalités peuvent mettre en commun ces fonds, les conserver en banque ou s'en servir pour garantir un emprunt, ce qui leur offre une souplesse nettement accrue sur le plan financier. Les municipalités sont tenues de présenter un rapport annuel qui rend compte de leur utilisation des fonds et montre qu'elles respectent les modalités de leur entente fédérale-provinciale aux termes du Fonds de la taxe sur l'essence.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012- 2013	Écart 2012-2013
5 105 563	1 976 118	2 098 118	1 966 919	9 199

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
11	16	(5)

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les provinces, territoires et associations municipales sont responsables des fonds fournis aux administrations locales par le Fonds de la taxe sur l'essence	Nombre d'administrations respectant les exigences en matière de présentation de rapports annuels sur les dépenses et de rapports périodiques sur les résultats	100 %	87 %
Les municipalités ont accès à un financement stable et prévisible leur permettant de construire et d'améliorer les infrastructures	Montant des fonds versés aux municipalités pour leurs priorités liées aux infrastructures (en pourcentage de l'allocation annuelle)	95 %	94 %*
Le Fonds de la taxe sur l'essence favorise les investissements dans des infrastructures municipales viables d'un point de vue environnemental	La valeur des dépenses allouées aux projets qui contribuent à un environnement plus sain et plus durable, et rendent les collectivités plus habitables est maintenue ou augmentée	1,4 milliard de dollars	1,3 milliard de dollars**

*Le calcul est basé sur les montants versés aux municipalités les années précédentes.

**Le calcul est basé sur les dépenses réelles de 2011-2012 déclarées par les municipalités.

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013, Infrastructure Canada a fourni aux provinces, aux territoires et aux municipalités un financement stable et prévisible provenant du Fonds de la taxe sur l'essence. Ces fonds ont continué de financer la construction et l'amélioration d'infrastructures publiques qui contribuent à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Infrastructure Canada travaille avec les provinces, les territoires et les associations municipales lorsqu'on observe un retard dans les dates exigées pour le dépôt des rapports. Ces retards sont imputables au fait que les signataires répondent aux exigences/interprétations de vérificateurs, à la difficulté d'obtenir des renseignements de plus petites collectivités et/ou à la présentation de rapports incomplets.

Par ailleurs, le Ministère a continué à améliorer les contrôles afin de gérer efficacement le programme, et de garantir que les bénéficiaires respectent les actuelles exigences du Fonds de la taxe sur l'essence. À la fin de l'exercice 2012-2013, le Fonds de la taxe sur l'essence avait dépassé la somme de 10 milliards de dollars en fonds fédéraux transférés depuis la création du programme, en 2005. Le financement alloué dans le cadre de ce programme appuie des projets de qualité visant les réseaux de transport en commun, le traitement de l'eau et des eaux usées, les déchets solides, la construction de routes et de ponts locaux, les systèmes énergétiques communautaires et le renforcement des capacités des collectivités, tout en améliorant les capacités de planification des municipalités.

Dans le Budget 2012, le gouvernement a réitéré son engagement à travailler avec les provinces, les territoires et la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pour élaborer un nouveau plan d'infrastructure publique à long terme.

Durant l'été 2012, Infrastructure Canada a lancé des tables rondes de discussion dans le cadre du processus de collaboration pour l'élaboration d'un plan d'infrastructure publique à long terme qui serait en vigueur après l'expiration du plan Chantiers Canada, qui inclut le Fonds Chantiers Canada et le Fonds de la taxe sur l'essence. Le Ministère a mené des consultations exhaustives partout au pays avec ses partenaires et les intervenants, qui ont donné lieu à des recommandations générales liées au Nouveau plan Chantiers Canada et au Fonds de la taxe sur l'essence renouvelé.

Les partenaires et les intervenants ont demandé une plus grande souplesse, plus de financement et un plan à long terme. Le gouvernement a donné suite à ces demandes en établissant le nouveau plan dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013. Le PAE de 2013 a mis en place le Fonds d'amélioration des collectivités, qui comprend un Fonds de la taxe sur l'essence permanent et indexé d'une valeur de 21,8 milliards de dollars sur dix ans et assorti d'une liste de catégories d'investissements élargie. Le Fonds de la taxe sur l'essence fournit un financement stable et prévisible à l'appui de projets d'infrastructures communautaires et de la planification à long terme des infrastructures.

2.3 Programmes faisant partie du résultat stratégique 2

2.3.1 Programme : Volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 251 814 397 \$

Soutenir les besoins en infrastructures des petites collectivités

Description du programme

Ce programme répond aux besoins uniques des petites collectivités (de moins de 100 000 habitants) en matière d'infrastructure. Les projets sont gérés à coûts partagés par les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales, chaque ordre assumant généralement un tiers des coûts admissibles. Le volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada (VC-FCC) soutient la construction, le renouvellement et l'amélioration des infrastructures de base, qui concernent notamment l'eau potable, les eaux usées, les routes locales et d'autres besoins en infrastructure des petites collectivités.¹³

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012- 2013	Écart 2012-2013
5 105 563	251 814	232 608	187 046	64 768

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
16	16	0

¹³ À la suite de l'examen stratégique de 2010, Infrastructure Canada économise 5,4 millions de dollars en frais d'administration grâce à l'amélioration de la mise en œuvre du VC-FCC. Ces fonds sont mis à la disposition d'autres priorités du gouvernement du Canada. Aucun des projets d'infrastructure annoncés n'a été annulé ou touché de quelque façon que ce soit à la suite de cette réduction du financement.

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	200 %	213 %
Les infrastructures mises en place favorisent un environnement plus sain dans les petites collectivités	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui contribuent à l'assainissement de l'air, de l'eau et du sol, et à la production d'énergie verte	189 projets 734,3 millions de dollars*	177 projets 539,7 millions de dollars
Les infrastructures mises en place soutiennent une économie concurrentielle dans les petites collectivités	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui favorisent une économie plus forte, concurrentielle et viable	4 projets 7,2 millions de dollars*	5 projets 8,4 millions de dollars
Les infrastructures mises en place font en sorte que les petites collectivités sont habitables	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui améliorent la sécurité dans les collectivités et les rendent plus habitables	417 projets 1,3 milliard de dollars*	451 projets 1,2 milliard de dollars

*Quantité et valeur cumulatives des projets à terminer dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement).

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013 :

- 79 projets approuvés, évalués à 261 millions de dollars, ont été terminés.
- La construction a commencé pour 40 autres projets approuvés, d'une valeur de 163 millions de dollars.
- 272 projets d'une valeur supérieure à 1,5 milliard de dollars sont en cours.

De plus, parce qu'on disposait de fonds en raison d'économies de coûts et de l'annulation de certains projets par les promoteurs, Infrastructure Canada a injecté 7 millions de dollars dans trois nouveaux projets, obtenant ainsi 19 millions de plus en investissements dans les infrastructures. Depuis la création du programme en 2007, le gouvernement fédéral a engagé plus d'un milliard de dollars et en a généré 2,1 milliards de plus (soit plus du double) pour les investissements dans les infrastructures. Infrastructure Canada continue d'appuyer 14 autres projets au Québec, financés par le volet Grandes villes du Fonds Chantiers Canada, grâce à une allocation fédérale de 200 millions de dollars.

En collaboration avec les partenaires d'exécution fédéraux, et dans le cadre d'un accord sur les niveaux de service, Infrastructure Canada continue d'administrer conjointement les programmes avec ses partenaires provinciaux, à l'appui de projets menés à bien dans des collectivités de moins de 100 000 habitants. Les principales catégories d'investissements sont les infrastructures de traitement des eaux usées et d'acheminement de l'eau potable, et les infrastructures routières locales.

Pleins feux sur un projet : Usine de traitement de l'eau de Marystown

Emplacement du projet : **Marystown, Terre-Neuve-et-Labrador**



Amélioration du traitement de l'eau potable

Grâce aux investissements fédéral, provincial et municipal, une nouvelle usine avant-gardiste de traitement de l'eau potable a été créée à Marystown, collectivité de 5 500 habitants située dans la péninsule Burin, à Terre-Neuve. Cette nouvelle usine, dont la capacité de stockage est plus importante, utilise des technologies de pointe pour améliorer la qualité de l'eau. Marystown est désormais conforme à toutes les normes provinciales, municipales et fédérales actuelles concernant la qualité de l'eau. Grâce à ce projet, les membres de la collectivité ont accès à une eau potable à la fois saine et fiable.

(photos fournies par la ville de Marystown)

Contribution fédérale :

4 000 000 \$ provenant du volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada.

2.3.2 Programme : volet Grandes infrastructures du

Fonds Chantiers Canada

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 1 965 119 511 \$

Soutenir des projets importants à l'échelle nationale et régionale

Description du programme

Le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada vise des projets d'infrastructure stratégiques de grande envergure et d'importance nationale et régionale. Il accroît les investissements dans les infrastructures publiques, et contribue à l'atteinte des grands objectifs fédéraux que sont la croissance économique, l'assainissement de l'environnement et l'édification de collectivités fortes et prospères. L'objectif est de consacrer deux tiers du financement aux priorités nationales que sont l'eau, les eaux usées, le transport en commun, les routes essentielles du réseau routier national et l'énergie verte. Le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada (VGI-FCC) comporte 13 autres catégories d'investissements admissibles, et les projets prioritaires sont déterminés lors de discussions avec les provinces. Puisqu'il fournit le financement fédéral des projets selon une formule de partage des coûts, le VGI-FCC permet d'obtenir des contributions additionnelles d'autres partenaires pour favoriser l'accroissement des investissements dans les infrastructures. Les bénéficiaires admissibles sont les provinces, les administrations

locales ou régionales et les organismes du secteur privé, incluant les organismes à but non lucratif. Les projets doivent être appuyés par une analyse de rentabilité menée en fonction des principaux critères du programme.¹⁴

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012- 2013	Écart 2012-2013
5 105 563	1 965 120	1 984 462	927 180	1 037 940

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
32	44	(12)

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	100 %	222 %
Les infrastructures mises en place favorisent un environnement plus sain	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui contribuent à l'assainissement de l'air, de l'eau et du sol, et à la production d'énergie verte	5 projets 147 millions de dollars*	2 projets 20,4 millions de dollars**
Les infrastructures mises en place soutiennent une économie concurrentielle	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui améliorent l'efficacité et l'intégration des réseaux de transport du Canada, étendent les réseaux à large bande et stimulent le développement économique	38 projets 3,3 milliards de dollars*	27 projets 970 millions de dollars**
Les infrastructures mises en place font en sorte que les collectivités sont habitables	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui améliorent la sécurité dans les collectivités et font qu'elles sont plus habitables	33 projets 2 milliards de dollars*	15 projets 307 millions de dollars**

*On a corrigé la valeur ciblée des projets terminés qui sont mentionnés dans le RPP de 2012-2013, afin de tenir compte des coûts totaux admissibles des projets terminés tels que prévu.

**Quantité/valeur calculées des projets mis en œuvre dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement).

14 À la suite de l'examen stratégique de 2010, Infrastructure Canada économise 4,9 millions de dollars en frais d'administration grâce à l'amélioration de la mise en œuvre du VGI-FCC. Ces fonds sont mis à la disposition d'autres priorités du gouvernement du Canada. Aucun des projets d'infrastructure annoncés n'a été annulé ou touché de quelque façon que ce soit à la suite de cette réduction du financement.

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013, Infrastructure Canada a mis l'accent sur l'approbation des projets et la négociation d'ententes de financement. Au 31 mars 2013, plus de 6,1 milliards de dollars avaient été investis dans 167 projets en tout, représentant 91,4 pour cent de l'argent disponible dans le cadre du volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada. Ces fonds ont permis d'obtenir plus de 13,6 milliards de dollars auprès de partenaires financiers.

En date du 31 mars 2013, 107 projets étaient en cours, pour un total de coûts admissibles de 18,1 milliards de dollars. La contribution fédérale combinée à ces projets totalise environ 5,5 milliards, et l'on a obtenu plus de 12,6 milliards auprès de partenaires financiers. À la fin de l'exercice 2012-2013, 46 projets étaient terminés et 14 étaient en cours d'examen.

Le nombre total de projets terminés par les promoteurs/leur valeur était inférieur à l'objectif visé, car certains de ces projets complexes de grande envergure ont connu des retards et n'étaient pas terminés comme prévu à la fin de l'année. Généralement, les retards sont imputables au mauvais temps, à des problèmes techniques ou à d'autres complications liées à la construction.

Infrastructure Canada va continuer de superviser la mise en œuvre d'ententes propres aux projets dans le cadre du volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada, en s'assurant que les modalités sont respectées et que les demandes de remboursement sont traitées efficacement.

2.3.3 Programme : Fonds pour l'infrastructure verte

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 82 105 333 \$

Investir dans les infrastructures vertes

Description du programme

Ce programme prévoit l'affectation de fonds à des projets d'infrastructure verte qui favorisent l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les investissements ciblés dans ce domaine peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'environnement et à l'instauration d'une économie plus viable à long terme. Il y a cinq catégories d'investissements admissibles : traitement des eaux usées, production d'énergie verte, transport d'énergie verte, gestion des déchets solides et transport et stockage du carbone. Puisqu'il fournit jusqu'à 50 pour cent du financement fédéral des projets selon une formule de partage des coûts, ce fonds permet d'obtenir des contributions additionnelles d'autres partenaires. Les bénéficiaires admissibles sont les provinces, les territoires, les administrations locales ou régionales, les organismes du secteur public, d'autres organismes à but non lucratif et des entreprises privées, soit individuellement, soit dans le cadre d'un partenariat avec une province, un territoire ou un organisme gouvernemental.¹⁵

¹⁵ Les renseignements détaillés sur les transferts et les montants se trouvent dans les Tableaux de renseignements supplémentaires du Rapport ministériel sur le rendement 2012-2013, à <http://www.infrastructure.gc.ca/pub/index-fra.html>.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
5 105 563	82 105	157 922	117 858	(35 753)

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
11	18	(7)

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au Fonds pour l'infrastructure verte permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	100 %	176 %
Les infrastructures mises en place favorisent l'assainissement de l'air, de l'eau et du sol	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui réduisent les impacts environnementaux sur l'air, l'eau et le sol	1 projet* 71 million de dollars*	1 projet 71 millions de dollars**

*On a corrigé la valeur ciblée des projets terminés qui sont mentionnés dans le RPP de 2012-2013, afin de tenir compte des coûts totaux admissibles des projets terminés tel que prévu.

**Quantité/valeur calculées des projets mis en œuvre dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement).

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013, Infrastructure Canada a mis l'accent sur l'approbation des projets et la négociation d'ententes de financement. En date du 31 mars 2013, tous les fonds restants destinés aux projets visés par le Fonds pour l'infrastructure verte avaient été alloués. Depuis le lancement du programme, les fonds engagés par le gouvernement fédéral ont permis d'obtenir plus de 1,1 milliard de dollars auprès de partenaires financiers.

En date du 31 mars 2013, 12 projets étaient en cours, pour un total de coûts admissibles de 967 millions de dollars. La contribution fédérale combinée à ces projets totalise plus de 363 millions, et l'on a obtenu environ 604 millions auprès de partenaires financiers. À la fin de l'exercice 2012-2013, un projet était terminé et six étaient en cours d'examen.

Infrastructure Canada va continuer de superviser la mise en œuvre d'ententes propres aux projets dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte, en s'assurant que les modalités sont respectées et que les demandes de remboursement sont traitées efficacement.

2.3.4 Programme : Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique **Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 410 882 148 \$**

Améliorer la qualité de vie et la prospérité économique

Description du programme

Ce programme finance les projets qui visent à soutenir la croissance économique et à améliorer la qualité de vie des Canadiens. Les investissements sont effectués en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et le secteur privé pour appuyer la construction, le renouvellement ou l'amélioration des infrastructures publiques. En fournissant jusqu'à 50 pour cent des fonds aux projets admissibles, le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) permet d'obtenir des contributions additionnelles d'autres partenaires.¹⁶

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012- 2013	Écart 2012-2013
5 105 563	410 882	357 154	241 178	169 704

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
7	12	(5)

¹⁶ Sur les 4,3 G\$ initialement alloués au FCIS, environ 50 millions ont été transférés à l'Agence Parcs Canada à l'appui d'un projet d'infrastructure hautement prioritaire. Ces fonds ont été réaffectés au Budget des dépenses avant 2012-2013.

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	100 %	215 %
Les infrastructures mises en place à grande échelle favorisent une économie concurrentielle	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui contribuent à une économie plus forte, concurrentielle et viable	35 projets 4,3 milliards de dollars*	34 projets 4,3 milliards de dollars
Les infrastructures mises en place à grande échelle font que les collectivités sont habitables	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui font que les collectivités sont habitables	13 projets 3,7 milliards de dollars*	9 projets 2,5 milliards de dollars
Les infrastructures mises en place à grande échelle favorisent un environnement plus sain	Nombre de projets/valeur des projets terminés qui favorisent le traitement écologiquement durable des eaux usées	12 projets 1,2 milliard de dollars*	29 projets 547 millions de dollars

*Quantité et valeur cumulatives des projets à terminer dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement). Une partie de la contribution fédérale aux projets du FCIS provient d'autres sources fédérales, comme le Fonds Chantiers Canada et le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013, le Ministère a continué à surveiller l'état d'avancement des projets. Il a collaboré avec des partenaires et des intervenants afin de prolonger les modalités du programme, de modifier les ententes de financement associées à chaque projet et de donner assez de temps aux bénéficiaires pour mener à terme tous les projets. Huit projets d'une valeur de 541,5 millions de dollars ont été menés à bien par leurs promoteurs durant la période de rapport. C'est inférieur à ce qui était prévu. Les retards ont été causés par le mauvais temps, par des problèmes techniques et par d'autres problèmes de construction. Le Ministère continue à superviser la mise en œuvre des projets et leur clôture, en utilisant toujours les mêmes procédures de suivi et d'examen.

Depuis la création du programme, Infrastructure Canada a injecté plus de 4,3 milliards de dollars en fonds fédéraux dans 75 projets, générant environ 8,4 milliards d'investissements de la part de partenaires financiers. Les principales catégories d'investissements aux termes desquelles les projets sont financés sont les infrastructures routières/ferroviaires et les infrastructures de traitement de l'eau potable/des eaux usées. Jusqu'à maintenant, 51 projets ont été réalisés dans le cadre du programme et ont amélioré les infrastructures dans l'ensemble du pays.

2.3.5 Programme : Fonds sur l'infrastructure municipale rurale **Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 96 549 837 \$**

Soutenir les collectivités à long terme

Description du programme

Ce programme sert à financer des projets d'infrastructure municipaux à petite échelle visant à promouvoir et à améliorer la qualité de vie dans les collectivités urbaines et rurales. Initialement, on a apporté une aide financière fédérale d'un milliard de dollars, qui a été complétée par un autre montant de 200 millions dans le Budget 2007. Au moins 80 pour cent des fonds alloués ont été versés aux municipalités de moins de 250 000 habitants. Pour la plupart des projets, le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) fournit jusqu'à un tiers du financement fédéral nécessaire à l'exécution des projets admissibles. Son engagement à long terme en matière d'infrastructures publiques favorise une croissance économique durable, l'innovation et la santé des collectivités. Les projets contribuent à la construction, au renouvellement ou à l'amélioration des infrastructures publiques, afin de renforcer les capacités en collaboration avec les bénéficiaires. Il est administré dans le cadre d'un partenariat avec les agences fédérales de développement régional.¹⁷

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012- 2013	Écart 2012-2013
5 105 563	96 550	58 471	36 719	59 831

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
6	9	(3)

¹⁷ Dans le cadre de l'examen stratégique de 2010, 23 millions de dollars de fonds non alloués du FIMR ont été réaffectés à d'autres priorités gouvernementales. Ces fonds ont été soustraits des niveaux de référence du Ministère dans le budget des dépenses avant 2012-2013. Aucun projet n'a été annulé ni touché de quelque façon que ce soit à la suite de cette réaffectation.

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	200 %	258 %
Les infrastructures mises en place à petite échelle favorisent une économie concurrentielle dans les collectivités rurales et urbaines	Nombre de projets/valeur des projets réalisés qui contribuent à une économie plus forte, concurrentielle et viable	22 projets 74,4 millions de dollars*	21 projets 72,4 millions de dollars
Les infrastructures mises en place à petite échelle font que les collectivités rurales et urbaines sont habitables	Nombre de projets/valeur des projets menés à bien qui font que les collectivités sont habitables	1 459 projets 2,2 milliards de dollars*	1 374 projets 1,9 milliard de dollars
Les infrastructures mises en place à petite échelle favorisent un environnement plus sain dans les collectivités rurales et urbaines	Nombre de projets/valeur des projets menés à bien qui contribuent à un environnement plus sain	406 projets 1,1 milliard de dollars*	375 projets 991,7 millions de dollars

*Quantité et valeur cumulatives des projets à terminer dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement).

Analyse du rendement et leçons tirées

En 2012-2013, en collaboration avec les partenaires d'exécution fédéraux, le Ministère a continué à administrer le programme avec ses partenaires provinciaux et territoriaux; 45 projets d'une valeur de 212 millions de dollars ont été menés à bien pendant cette période de rapport. Cela porte le nombre total de projets terminés à 1 770, pour une valeur totale de 3 milliards de dollars.

Depuis la création du programme, Infrastructure Canada a injecté plus de 988 millions de dollars de fonds fédéraux dans 1 917 projets, générant des investissements additionnels de 2,5 milliards de la part de partenaires financiers. Les principales catégories d'investissements en ce qui concerne les coûts totaux admissibles sont les infrastructures de traitement de l'eau (964 millions de dollars) et des eaux usées (962 millions de dollars).

2.3.6 Programme : Fonds sur l'infrastructure frontalière

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 41 837 914 \$

Améliorer les postes frontaliers canadiens

Description du programme

Ce programme sert à financer les investissements dans les infrastructures matérielles et dans les systèmes de transport, ainsi que l'amélioration de la capacité d'analyse aux plus importants postes frontaliers terrestres entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'à plusieurs autres points d'entrée au Canada. Créé en 2002, le Fonds sur l'infrastructure frontalière (FIF) finance jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles aux postes frontaliers du Canada à l'aide de fonds fédéraux. Transports Canada est le partenaire d'exécution fédéral pour ce programme.¹⁸

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
5 105 563	41 838	28 782	8 099	33 739

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
1	3	(2)

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Les fonds d'Infrastructure Canada fournis grâce au Fonds sur l'infrastructure frontalière permettent d'obtenir des investissements d'autres partenaires dans les infrastructures	Financement obtenu auprès des partenaires, exprimé en pourcentage du financement fédéral (engagé)	100 %	100 %
Les infrastructures de systèmes de transport mises en place améliorent les mouvements de personnes et de biens aux postes frontaliers	Nombre de projets/valeur des projets de systèmes de transport réalisés qui améliorent l'efficacité et la capacité des postes frontaliers	9 projets 610 millions de dollars*	9 projets 639 millions de dollars

*Quantité et valeur cumulatives des projets à terminer dans le cadre du programme, jusqu'au 31 mars 2013 (inclusivement).

18 Sur les 600 millions de dollars initialement alloués au FIF, environ 18 millions ont été transférés à l'Agence des services frontaliers du Canada pour des projets frontaliers. Ces fonds ont été réaffectés dans le Budget des dépenses avant 2012-2013.

Dans le cadre de l'examen stratégique de 2010, 10,4 millions de dollars en fonds non alloués du FIF ont été réaffectés à d'autres priorités gouvernementales. Avant 2012-2013, 5,2 millions ont été soustraits des niveaux de référence du Ministère dans le Budget supplémentaire des dépenses de 2011-2012. En outre, 5,2 millions de dollars ont été soustraits dans le Budget principal des dépenses de 2012-2013. Aucun projet n'a été annulé ni touché de quelque façon que ce soit à la suite de cette réaffectation.

Analyse du rendement et leçons tirées

En date du 31 mars 2013, neuf projets visés par le Fonds sur l'infrastructure frontalière étaient réalisés, ce qui représentait 100 pour cent de l'objectif visé. Le neuvième projet a été mené à terme durant l'exercice 2012-2013, pour une valeur totale de 15 millions de dollars.

Depuis la création du programme, le gouvernement fédéral a annoncé son soutien à 13 projets d'infrastructure destinés à améliorer les frontières, générant un investissement dans les infrastructures de 1,2 milliard de dollars de la part de ses partenaires.

2.3.7 Programme : Analyse économique et recherche

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 3 797 292 \$

Appuyer la mise en œuvre et la gestion des programmes d'infrastructure

Description du programme

Ce programme permet de veiller à ce que les priorités et les activités d'investissement du Canada dans le domaine des infrastructures comprennent le développement et la mise en commun de connaissances appliquées, de même que la réalisation de travaux de recherche relatifs aux questions, aux projets et aux programmes d'infrastructure. Il cible les principales lacunes en matière de connaissances et de renseignements, favorise la compilation de données probantes pour appuyer la prise de décisions dans tous les ordres de gouvernement et aide à mieux évaluer l'incidence des décisions relatives aux politiques et aux investissements visant les infrastructures. Ce programme appuie la capacité de recherche stratégique, l'acquisition et l'application de connaissances à l'échelle nationale, ainsi que la collaboration avec les autres ordres de gouvernement pour les aider à combler leurs besoins sur le plan de la recherche et du renforcement des capacités. Il permet de mettre à profit les ressources et l'expertise en recherche des divers ordres de gouvernement et groupes d'intervenants afin de relever les défis et de mettre en œuvre les solutions proposées concernant l'économie, l'environnement et les collectivités du Canada.¹⁹

¹⁹ Dans le cadre de l'examen stratégique de 2010, on a déterminé que plus de 35,7 millions de dollars en fonds non affectés du programme Analyse économique et recherche seraient réaffectés à d'autres priorités du gouvernement. Avant 2012-2013, 20,2 millions de dollars ont été soustraits des niveaux de référence du Ministère au moyen du Budget supplémentaire des dépenses. Une somme additionnelle de 4,5 millions de dollars a été soustraite dans le Budget principal des dépenses de 2012-2013 et le solde a été soustrait dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013 ²⁰	Écart 2012-2013
5 105 563	3 797	3 877	80	3 717

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
27 ²¹	0	27

Résultats prévus du programme	Indicateurs de rendement	Objectifs	Résultats réels
Sensibilisation, mobilisation et consultation des provinces/territoires et des intervenants à propos de tous les aspects des infrastructures	Nombre d'activités de mobilisation qui examinent les impacts des investissements, l'état des infrastructures dans l'ensemble du pays et les futurs besoins en infrastructures (cela inclut les conférences, tables rondes, ateliers, séminaires et réunions de comités)	S.O.*	35
Connaissances à propos des infrastructures, élaboration de politiques et formation de partenariats à tous les niveaux de gouvernement et parmi les groupes d'intervenants	Nombre de produits élaborés en vue de la diffusion d'information sur les investissements et sur l'état des infrastructures (inclut des documents thématiques, brochures et autres produits de communication)	S.O.*	19
	Nombre d'études de recherche publiées en vue d'éclairer et de guider l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme	S.O.*	6

*Les détails des activités de travail liées au processus de mobilisation pour le plan d'infrastructure à long terme (lancé en novembre 2011) n'étaient pas connus lorsque le cadre de mesure du rendement de 2012-2013 a été finalisé (en septembre 2011).

Analyse du rendement et leçons tirées

Dans le Budget 2012, le gouvernement du Canada a réitéré son engagement à travailler avec ses partenaires et les intervenants en vue d'élaborer un plan à long terme pour les infrastructures publiques qui se prolongera au-delà de l'expiration du plan Chantiers Canada, en 2014.

20 Les dépenses réelles dans le cadre de ce programme incluaient seulement les contributions liées au processus de collaboration pour le plan à long terme; il n'y a donc pas eu de coûts d'entretien et de fonctionnement.

21 Le nombre prévu d'ETP, soit 27, était basé sur les besoins qui étaient prévus jusque-là, avant le début de l'exercice 2012-2013. Après le dépôt du Rapport sur les plans et les priorités de 2012-2013, des fonds de ce programme ont été réaffectés à d'autres priorités du gouvernement et, par conséquent, les ETP ont été réaffectés à d'autres programmes prioritaires durant l'exercice 2012-2013.

Durant l'été 2012, Infrastructure Canada a lancé un processus de mobilisation relatif au plan à long terme, et ses représentants ont rencontré ceux des provinces, des territoires, des municipalités, des associations municipales et d'autres intervenants, afin de s'inspirer des réalisations passées, d'acquérir des connaissances et de discuter des grands principes d'un futur plan à long terme. Cela incluait une série de 14 tables rondes ministérielles organisées dans tout le pays, ainsi que des réunions bilatérales avec les hauts responsables des provinces et des territoires, et on a invité les parties intéressées à transmettre leurs commentaires écrits à propos du plan.

2.4 Programme : Services internes

Budget principal des dépenses de 2012-2013 – 43 946 941 \$

Description du programme

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins relatifs aux programmes et à d'autres obligations d'une organisation. Il s'agit des groupes suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens immobiliers, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions, services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble de l'organisation, et non celles fournies dans le cadre d'un programme particulier.

Ressources financières (en milliers de dollars)

Total des dépenses (Budget principal des dépenses de 2012-2013)	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (montants disponibles) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
5 105 563	43 947	44 866	29,966 ²²	13 981

Ressources humaines (en ETP)

Prévues	Réelles	Écart
216	200	16

Résumé du rendement

Les résultats obtenus dans le cadre des Services internes sont axés sur les activités ci-dessous, qui vont renforcer les services habilitants appuyant le Ministère dans l'exécution de son mandat.

²² Habituellement, les coûts présentés en lien avec les Services internes incluent les dépenses liées aux programmes ministériels, dont celles qui sont liées au Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures. À compter de l'exercice 2012-2013, les dépenses liées à des programmes d'infrastructure précis ont été présentées dans le cadre du programme concerné.

Services de gestion et de surveillance

Vérification interne et évaluation²³:

Voici ce qu'a accompli la Direction générale de la vérification et de l'évaluation en 2012-2013 :

- Elle a mené trois vérifications fondées sur le plan de vérification axée sur les risques approuvé, et présenté ses résultats au comité de vérification externe :
 - Vérification de la gestion des ressources humaines – administration de la paie;
 - Vérification du Fonds de stimulation de l'infrastructure;
 - Vérification du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.
- Elle a mené deux évaluations fondées sur le plan d'évaluation approuvé et présenté ses résultats du comité d'évaluation :
 - Évaluation du Financement de base pour les infrastructures des provinces et des territoires;
 - Évaluation des initiatives du Plan d'action économique du Canada.
- Elle a fait un suivi périodique et une évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues de la vérification et de l'évaluation, et présenté les résultats au comité de vérification externe et au comité d'évaluation, respectivement.

Gestion du risque

Voici ce qu'a accompli le Ministère en 2012-2013 :

- Il a fait en sorte que son profil de risque pour 2012 continue de refléter adéquatement les risques associés à la modification des facteurs de risque et aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des réponses aux risques;
- Il a communiqué les risques importants à la haute direction, de sorte qu'elle en tienne compte pour les processus décisionnels et de planification au sein du Ministère; et
- Il a publié une série d'articles sur la gestion des risques, afin de promouvoir une vision commune des concepts de risque au sein du Ministère.

Services de communications

En 2012-2013, le Ministère a continué d'expliquer aux Canadiens et aux intervenants les investissements, les activités et les résultats du gouvernement fédéral en matière d'infrastructure, à l'échelle nationale et locale. Plus précisément :

- il a fait 215 annonces aux médias;
- il a répondu à 130 demandes de renseignements des médias et à 784 demandes du public;
- il a procédé à une refonte du site Internet, à <http://www.infrastructure.gc.ca> afin de respecter les normes du gouvernement en matière d'accessibilité et de convivialité du Web, et veillé à ce que le site continue de présenter des renseignements faciles à trouver à propos des programmes et projets d'Infrastructure Canada;

²³ L'information portant sur les activités de vérification et d'évaluation liées à chaque programme de paiements de transfert est fournie aux points 17 et 18 de la section Détails sur les programmes de paiements de transfert des Tableaux de renseignements supplémentaires.

- il a produit et diffusé plus de 190 articles concernant des projets menés un peu partout au Canada, sur son site Web et dans divers rapports;
- il a contribué à 42 blogues, vidéos et compilations de photographies;
- il a apporté un soutien aux communications lors des tables rondes organisées par le Ministre avec les partenaires et les intervenants, dans le cadre du processus de mobilisation relatif au plan d'infrastructure à long terme;
- il a coordonné la production de 15 publications électroniques mettant en lumière les récents investissements dans les infrastructures et les résultats connexes, également dans le cadre du processus de mobilisation; et
- il a fait la promotion des programmes d'Infrastructure Canada dans des stands d'information, auprès d'environ 8 000 délégués présents à six conférences de premier plan.

Services de gestion des ressources humaines

Voici ce qu'a accompli le Ministère en 2012-2013 :

- Il a mis en œuvre le Plan intégré des activités et des ressources humaines (PIARH), ainsi que les priorités et les stratégies de gestion des RH, à l'appui du recrutement et de la dotation, de l'apprentissage et du perfectionnement, du bien-être en milieu de travail, de la gestion et de la reconnaissance du rendement, et d'une main-d'œuvre représentative;
- Il a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie d'apprentissage d'Infrastructure Canada, qui vise à promouvoir une culture clairement axée sur l'apprentissage;
- Il a continué de mettre l'accent sur le perfectionnement des employés grâce à la gestion des talents, et créé des possibilités d'apprentissage à la fois ciblées, pertinentes et innovatrices; et
- Il a appuyé et déterminé les économies opérationnelles liées à l'exercice de réduction des budgets internes.

Services de gestion financière

Voici ce qu'a accompli le Ministère en 2012-2013 :

- Il a continué à renforcer l'efficacité globale de sa gestion financière :
 - en poursuivant la mise en œuvre du plan d'action du Ministère pour la Politique sur le contrôle interne (PCI), ce qui inclut l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) et les processus connexes d'assurance de la qualité. Les évaluations entreprises en vertu de la PCI sont planifiées selon un cycle triennal et, parce que Infrastructure Canada faisait partie de la troisième vague de ministères qui ont mis en œuvre la Politique, on prévoit effectuer une évaluation complète d'ici le 31 mars 2014; et
 - en améliorant et en utilisant le modèle d'établissement des coûts du Ministère afin de faciliter la détermination de ses exigences opérationnelles permanentes pour 2014-2015 et au delà.
- Il a appuyé et déterminé les économies opérationnelles liées à l'exercice de réduction des budgets internes.

Gestion de l'information/technologies de l'information

Voici ce qu'a accompli le Ministère en 2012-2013 :

- Il a assuré un soutien approprié dans le domaine de la gestion de l'information/ des technologies de l'information (GI-TI), grâce à deux projets en cours qu'il avait mis en œuvre pour améliorer le Système partagé de gestion de l'information sur les infrastructures (SPGII). Ces projets alimentent les stratégies d'atténuation des risques adaptées à la gestion et à la présentation des données. Le premier projet vise à intégrer un module de gestion de projets pour les grands programmes d'infrastructure à l'actuelle application de planification et d'analyse financières, afin d'améliorer l'interface-utilisateur, d'éviter la duplication de données, de réduire les coûts et de rationaliser la technologie au sein du Ministère. Le second projet, qui est le projet de réingénierie de l'entrepôt de données d'entreprise, entraînera une amélioration de la qualité des données, la possibilité de produire des rapports portant sur plusieurs programmes et une baisse des coûts de maintenance courants. Les deux projets arriveront à terme en 2013-2014.
- Il a pris des mesures pour faciliter la transition à l'environnement de Services partagés Canada (SPC), en adaptant les processus applicables au courriel, à l'hébergement des centres de données et aux services de télécommunications, et en transférant le financement connexe. Le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec SPC tout au long de l'année, en s'efforçant de maintenir les niveaux de service, en réduisant les coûts et en planifiant la migration du SPGII d'un hébergement par le secteur privé au centre de données.
- Il a mis à exécution les plans visant à poursuivre les investissements stratégiques dans ses outils et initiatives de GI-TI, plus précisément en implémentant des applications logicielles destinées à faciliter l'échange d'information et la normalisation des systèmes à l'échelle du Ministère. Il a terminé la mise en place d'une plateforme bureautique normalisée, dotée de progiciels de productivité récents et d'un logiciel de courriel. On a également adopté des outils respectant les normes de l'industrie, afin d'améliorer la sécurité et de surveiller l'utilisation des actifs au sein du Ministère. Pour réduire les coûts, on a cessé d'utiliser des applications qui n'allaient pas dans le sens des efforts de normalisation déployés à l'échelle du Ministère.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Voici ce qu'a accompli le Ministère en 2012-2013 :

- Il a répondu rapidement aux demandes invoquant la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, en utilisant les ressources adéquates et en offrant une formation continue aux employés. Plus précisément :
 - Il a répondu à 90 pour cent des demandes dans les délais impartis par les deux lois, malgré la forte augmentation du volume de pages à examiner;
 - Il a présenté des rapports statistiques annuels, des rapports au Parlement avant les dates prévues pour le dépôt de ces documents et des mises à jour des descriptions du Ministère figurant dans Info Source;
 - Il a établi un cadre exhaustif de gestion de la protection des renseignements personnels, en offrant notamment une formation à tous les employés sur la sensibilisation à la protection des renseignements personnels; et
 - Il a accru ses capacités internes en engageant un employé à temps plein pour une période indéterminée.

Section III : Renseignements supplémentaires

3.1 Points saillants financiers

Infrastructure Canada État condensé des résultats et de la situation financière nette du Ministère (non vérifié) Exercice terminé le 31 mars 2013 (en milliers de dollars)					
	2012-2013 Résultats prévus	2012-2013 Chiffres réels	2011-2012 Chiffres réels	Variation (2012-2013, entre les chiffres prévus et réels)	Variation (entre les chiffres réels de 2012-2013 et de 2011- 2012)
Total des dépenses	5 086 933	3 750 210	4 418 965	1 336 723	(668 755)
Total des revenus	-	-	-	-	-
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	5 086 933	3 750 210	4 420 565	1 336 723	(670 355)
Situation financière nette du Ministère	-	2 808	32 190	-	(29 382)

Infrastructure Canada État condensé de la situation financière (non vérifié) En date du 31 mars 2013 (en milliers de dollars)			
	2012-2013	2011-2012	Variation
Total des passifs	411 113	696 796	(285 683)
Total de l'actif financier	407 886	723 818	(315 932)
Dette nette du Ministère	3 227	(27 022)	(30 249)
Actifs non financiers totaux	6 035	5 168	867
Situation financière nette du Ministère	2 808	32 190	(29 382)

Les sources de revenus sont des produits qui proviennent de l'aliénation de biens de la Couronne, d'autres droits comme les demandes liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels et d'autres revenus divers comme les rabais sur les cartes d'achat du Ministère.

3.2 États financiers

Vous pouvez consulter les états financiers d'Infrastructure Canada sur le site Web du Ministère : <http://www.infrastructure.gc.ca/pub/fs-ef/fs-ef-2013-fra.html>.

3.3 Tableaux de renseignements supplémentaires

La version électronique des tableaux de renseignements supplémentaires qui suivent se trouve sur le site Web d'Infrastructure Canada : <http://www.infrastructure.gc.ca/pub/index-fra.html>.

- Détails sur les programmes de paiements de transfert
- Initiatives horizontales
- Écologisation des opérations gouvernementales
- Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes
- Vérifications et évaluations internes

3.4 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations* sur le site Web : <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>. Les mesures fiscales présentées dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV : Autres sujets d'intérêt

4.1 Coordonnées du Ministère

Pour en savoir plus à propos d'Infrastructure Canada, visitez le site www.infrastructure.gc.ca ou communiquez avec le Ministère :

Infrastructure Canada
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario)
K1P 0B6

Ligne d'information nationale sur l'infrastructure : 613-948-1148

Ligne sans frais : 1-877-250-7154
TTY : 1-800-465-7735

Pour en savoir plus à propos des programmes d'infrastructure, visitez le site www.infrastructure.gc.ca.